

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024



**Communauté de communes
Pays d'Apt Luberon**

81 avenue Frédéric Mistral - 84 400 APT
T. 04 90 04 49 70 / contact@paysapt-luberon.fr
www.paysapt-luberon.fr

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES

PAYS D'APT
LUBERON



Loi de Finances 2024 : Orientations Générales

L'examen du PLF 2024 en commission à l'Assemblée Nationale a débuté le 10 octobre dernier.

Le **18 octobre**, par l'usage de l'**article 49.3 de la Constitution**, Elisabeth Borne engage une nouvelle fois la responsabilité de son gouvernement pour assurer, après moins d'une journée de débats parlementaires, le passage du volet « recettes » du texte.

Le **7 novembre** le volet « dépenses » du texte est adopté à nouveau grâce à l'usage du 49.3 après une semaine de débats parlementaires.

Après le vote de la version sénatoriale du texte le **12 décembre**, la commission mixte paritaire ne parvient pas à un accord.

Le texte final est adopté à l'aide du 49.3 le **19 décembre**.

Ce PLF 2024 s'inscrit dans un contexte macroéconomique marqué par la hausse des taux d'intérêts mais avec une inflation sensiblement en baisse comparée à l'année précédente.

Selon l'INSEE et la Banque de France, la **croissance** s'établirait aux alentours de **+1 %** pour l'année 2023. En progression sur 2024 selon les estimations avec **+1,4 %**.

L'inflation (IPCH) communiquée par l'INSEE au mois de novembre est de **+3,8 %**. Cette base servira à la revalorisation forfaitaire des bases de taxes foncières. Pour l'année 2024, une inflation en baisse à **+2,6 %** est attendue. La prévision du **déficit** est établie à **4,9 % du PIB** pour 2023 avec un objectif de baisse à **4,4 % du PIB** pour 2024. Enfin le taux de **chômage** reste proche des estimations de l'année dernière pour 2023 avec **7,2 %**, il est attendu en légère hausse en 2024 à **7,5 %**.

UNE TRAJECTOIRE DE MAITRISE DES FINANCES PUBLIQUES :

Ce PLF 2024 affiche un objectif d'économies de l'ordre de **16 Md€**. Pour y parvenir plusieurs points d'action sont concernés : la fin des dispositifs de soutien face à la hausse du coût de l'énergie, la réduction des aides aux entreprises accordées dans le cadre des politiques de l'emploi, des économies issues d'un nouveau dispositif de lutte contre les fraudes fiscales, fraudes aux aides sociales, fraudes aux aides publiques, des économies issues de la suppression de l'avantage fiscal accordé sur le gazole non routier des secteurs du BTP et de l'agriculture, ou encore la suppression du **fonds de soutien au développement des activités périscolaires**.

Dans cet objectif de maîtrise le PLF 2024 prévoit également l'**échelonnement de la suppression de la CVAE**, qui devait initialement être effective dès 2024 ; pour une **disparition totale en 2027**.

PRINCIPALES MESURES CONCERNANT LES COLLECTIVITES :

- La répartition de la **DGF** voit cette année encore un abondement de son enveloppe globale, à hauteur de **320 M€ nets**. Dont **290 M€** nets répartis sur la DGF des communes entre DSR et DSU et **90 M€** sur la dotation d'intercommunalité des EPCI avec 30 M€ nets et 60 M€ issus de la dotation de la dotation de compensation.
- Poursuite du **soutien à l'investissement local** avec le maintien des DETR, DSIL, DPV et DSID pour un volume global à **2 Md€** ; qui passe également par un verdissement de ces dotations et la nécessité d'une part favorable à l'environnement dans les projets concernés.
- Extension de l'assiette **d'éligibilité au FCTVA** aux dépenses d'aménagement de terrains.
- Abondement du **fonds vert** qui passe à **2,5 Md€**
- La dotation biodiversité est doublée pour atteindre **100 M€** et devient la **dotation de soutien aux aménités rurales**.
- **Harmonisation des dispositifs de zonages des territoires ruraux** avec la fusion des ZRR, BER et ZoRCoMiR vers le nouveau dispositif « **France Ruralités Revitalisation** »
- Instauration au 1er janvier 2024 d'une **dotation aux communes nouvelles**. Distincte de la DGF elle concernera les communes de moins de 150 000 habitants et sera constituée :
 - d'une **part « garantie »** qui permettra l'assurance pendant 3 ans d'une non baisse du montant de DGF perçue l'année précédant la création
 - d'une **part « amorçage »** de 10 € par habitants perçue pendant les trois premières années de vie de la commune nouvelle.

MESURES CONCERNANT LA FISCALITE LOCALE :

- La revalorisation annuelle des **valeurs locatives** devrait se situer à **+3,8 %**.
- Dans le cadre de la **réforme du périmètre des zones tendues**, création d'une compensation pour combler la perte de produit de THLV qui ne serait pas compensée par l'instauration de la majoration à la THRS.
- Instauration d'une exonération de taxe foncière sur les **propriétés bâties (TFPB) de 25 ans** pour les **logements sociaux anciens (>40ans)** et ayant bénéficié d'une **rénovation thermique importante**.
- Création d'un **abattement de 30% de TFPB** pour les logements sociaux situés en **QPV**

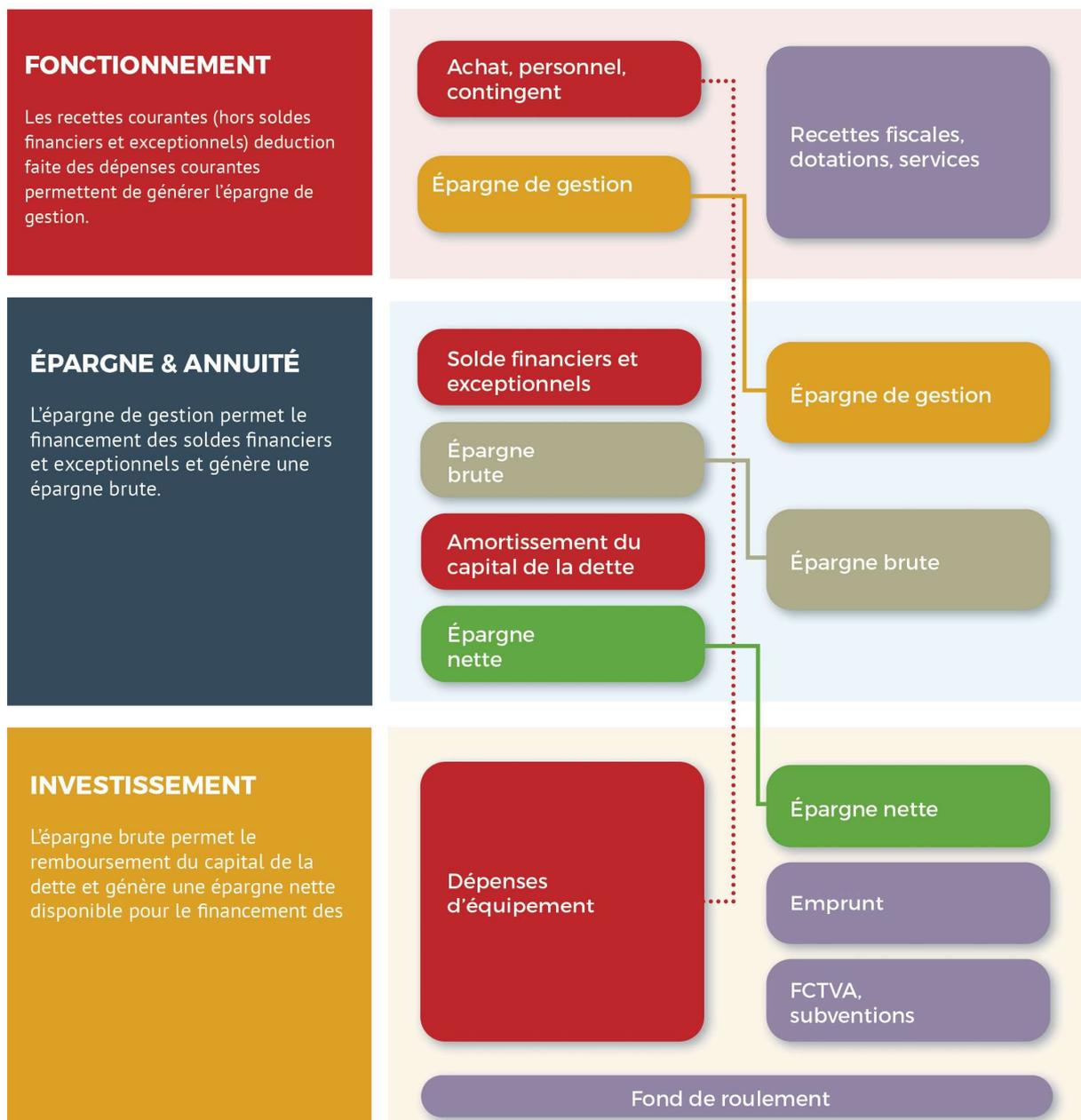
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

- Un amendement prévoit l'**assouplissement des règles de lien** dans l'évolution des taux de la fiscalité locale. Il y aura possibilité de **faire varier librement entre eux** les taux des TFPB, TFPNB et CFE.
- Un autre amendement prévoit une **exonération facultative de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)** en faveur des **associations d'utilité publique et d'intérêt général**
- **Exonération totale de la TICPE** pour les véhicules opérationnels et de surveillance des **SDIS**.
- Création d'une **garantie plancher de la fraction de TVA** allouée aux départements en compensation de la perte de CVAE.
- Mise en place d'une expérimentation d'un service de télédéclaration par les plateformes de réservation d'hébergement pour centraliser la gestion de la **taxe de séjour**. Création également d'une taxe de séjour additionnelle à celles en vigueur en Ile-de-France

MESURES COMPLÉMENTAIRES :

- Généralisation des budgets verts pour les collectivités de plus de 3 500 habitants. Un état intitulé « Impact du budget pour la transition écologique » serait annexé au CA ou CFU de la collectivité. Limité aux dépenses d'investissement, il viendrait présenter la part des dépenses favorables et défavorables aux objectifs de transition écologique. Un décret fixera le modèle de lecture retenu, application prévue à partir de l'analyse des comptes de l'exercice 2024.
- Report de la suppression du fonds de compensation pour les activités périscolaires. Initialement le bénéfice du fonds devait être divisé par deux dès cette année, puis supprimé pour la rentrée 2024. Finalement les crédits pour l'année 2023-2024 ont été rétablis et un amendement prévoit le report de la suppression à la rentrée 2025.
- Soutien à la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, avec 146 M€ ouverts en crédits de paiement pour le renouvellement de la flotte aérienne et renforcement des moyens matériels des SOIS.
- Soutien à l'investissement des collectivités d'Outre-mer par l'abondement de 8 M€ du Fonds Exceptionnel d'investissement (FEI), l'objectif étant le financement de l'amélioration des réseaux d'eau et d'assainissement.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

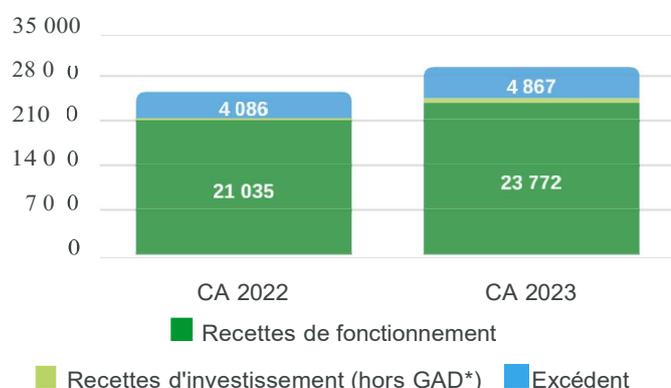


VUE D'ENSEMBLE en k€

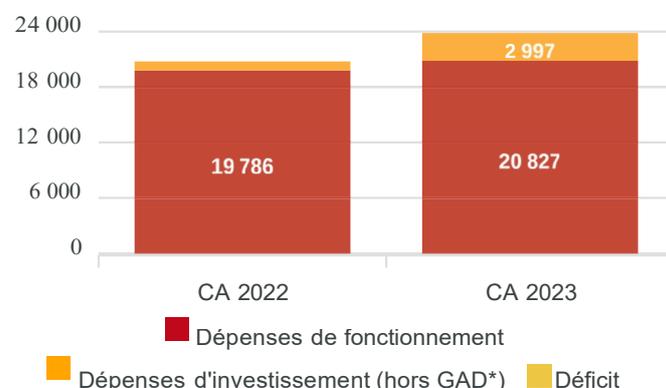
EQUILIBRES FINANCIERS	2022	2023	%an
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)	21 034,6	23 442,0	
RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 & R78)	20 999,4	23 428,8	+11,57%
dont fiscalité directe Locale (R731)	8 000,1	8 630,6	+7,88 %
dont dotations & participations (R74)	2 695,0	2 645,3	-1,84 %
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	19 786,3	20 827,1	
DÉPENSES DE GESTION (hors 066, 067 & 068)	19 741,7	20 784,3	+5,28 %
dont dépenses de personnel (0012)	3 638,2	3 922,8	+7,82 %
ÉPARGNE DE GESTION	1 257,7	2 644,5	
Frais financiers	39,3	35,8	-8,80 %
Soldes financiers, exceptionnels et provisions	29,9	6,1	-79,46 %
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	1 248,2	2 614,8	+109,48 %
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	1 248,2	2 614,8	+109,48 %
Amortissement du capital de la dette	248,1	236,1	-4,86 %
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	1 000,1	2 378,8	+137,85 %
CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	1 000,1	2 378,8	+137,85 %
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)	732,0	2 761,1	+277,22 %
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)	356,5	1 058,9	+197,01 %
EMPRUNTS NOUVEAUX	0,0	0,0	
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	4 085,6	4 867,1	+19,13 %
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12	4 710,3	5 543,8	+17,69 %
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	3 087,5	2 851,5	-7,64 %

GRANDES MASSES FINANCIÈRES

- Recettes en k€



- Dépenses en k€



Fonctionnement

Dépenses : les actions et services rendus au quotidien

Recettes : La fiscalité directe, les dotations de l'État et le produit du domaine

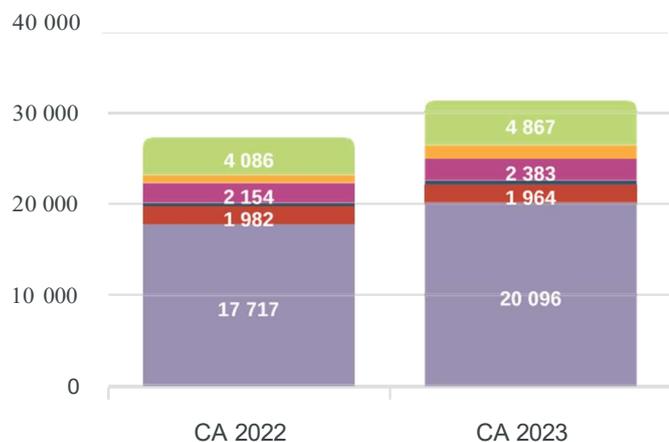
Investissement

Dépenses : les projets d'équipement et le remboursement de l'emprunt

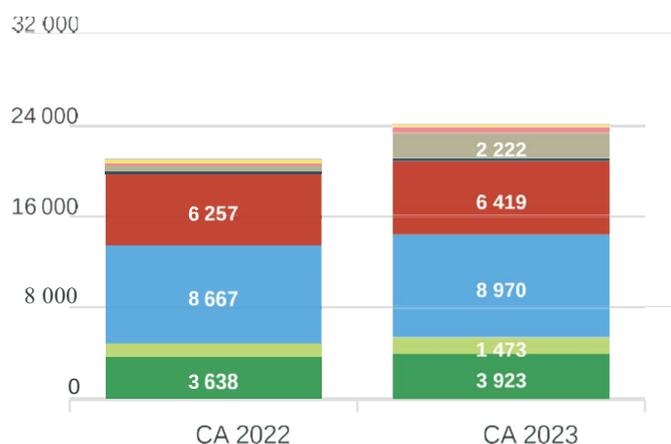
Recettes : Le FCTVA, les subventions de tiers et les emprunts

D'OÙ VIENT & OÙ VA L'ARGENT

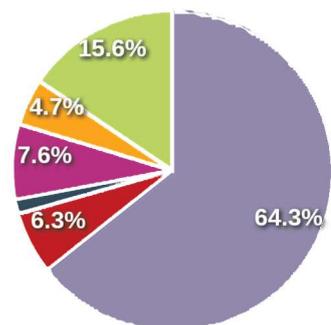
- D'où vient l'argent en k€



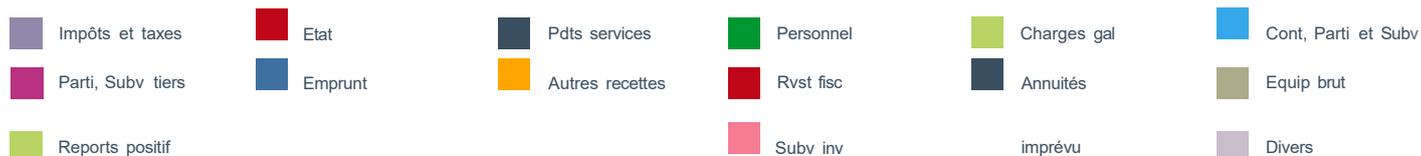
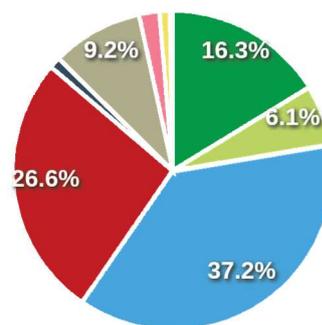
- Où va l'argent en k€



- D'où vient l'argent en % en 2023

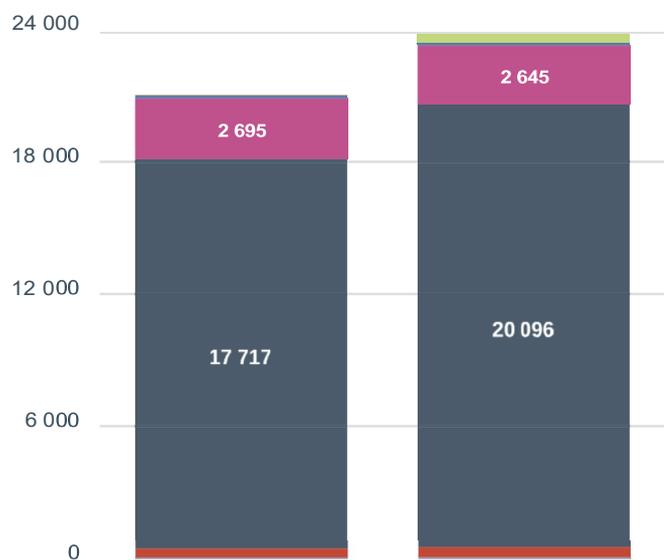


- Où va l'argent en % en 2023

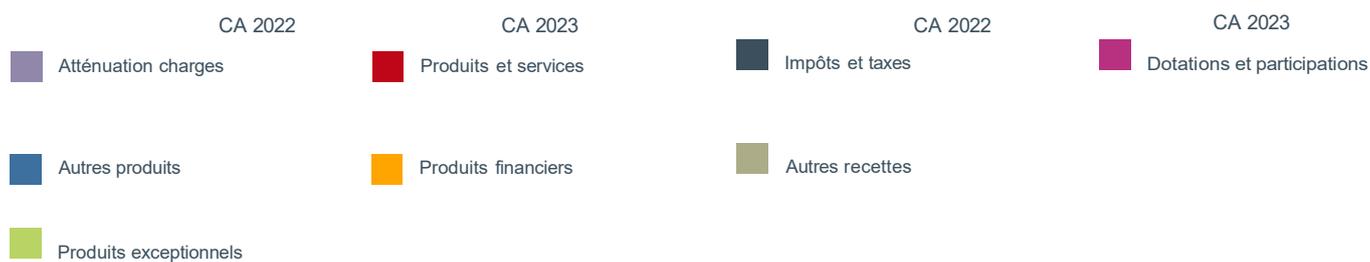
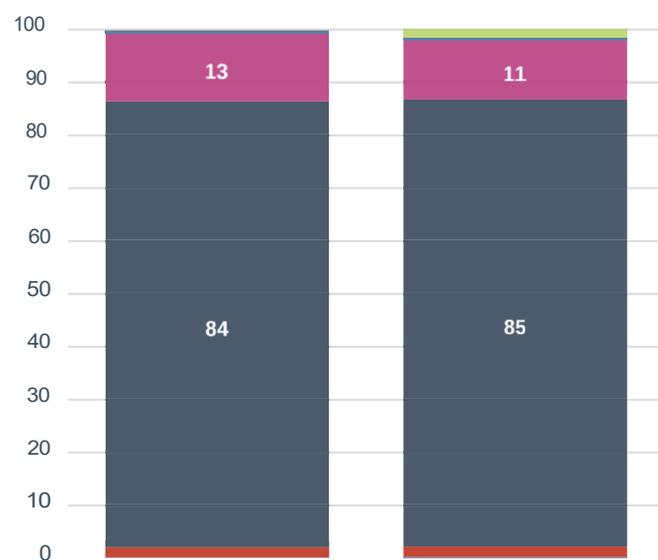


RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- Recettes réelles en k€



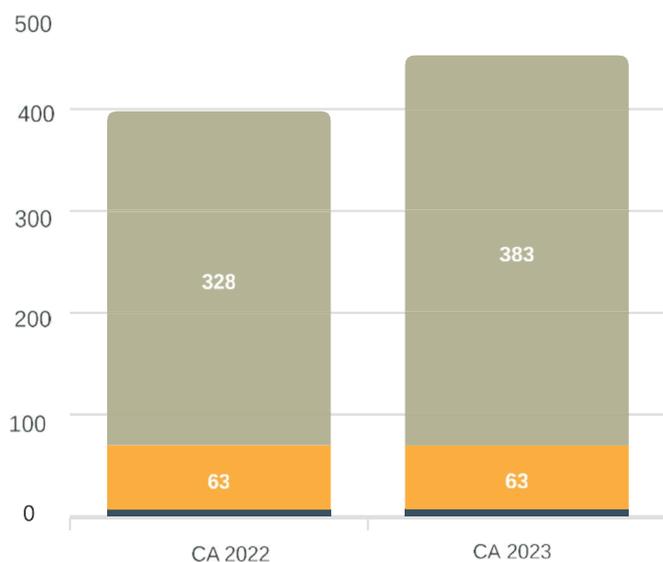
- Recettes réelles en base 100



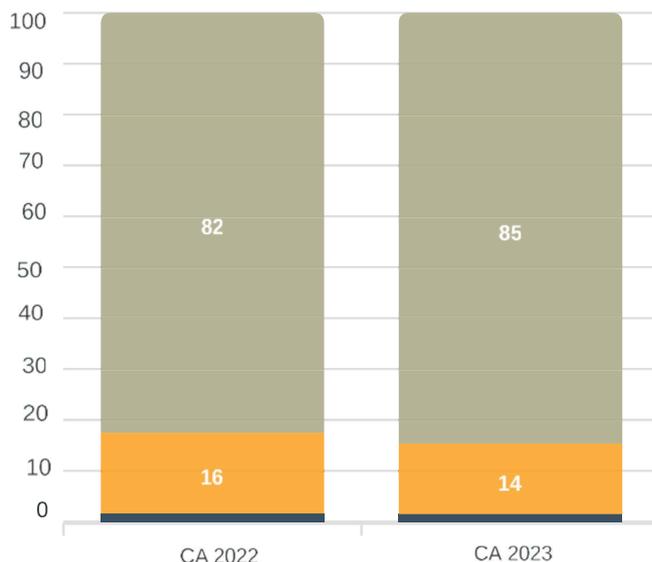
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Atténuation charges	61,0 k€	76,3 k€	+25,0 %
Produits et services	398,1 k€	452,8 k€	+13,7%
Impôts et taxes	17 717,2 k€	20 096,1 k€	+13,4 %
Dotations et Participations	2 695,0 k€	2 645,3 k€	-1,8 %
Autres produits	128,0 k€	158,2 k€	+23,6 %
Produits financiers	6,8 k€	5,8 k€	-15,3 %
Produits exceptionnels	0,1 k€	330,3 k€	+237501,4 %

PRODUITS DES SERVICES

- Produit des services en k€



- Produit des services en base 100

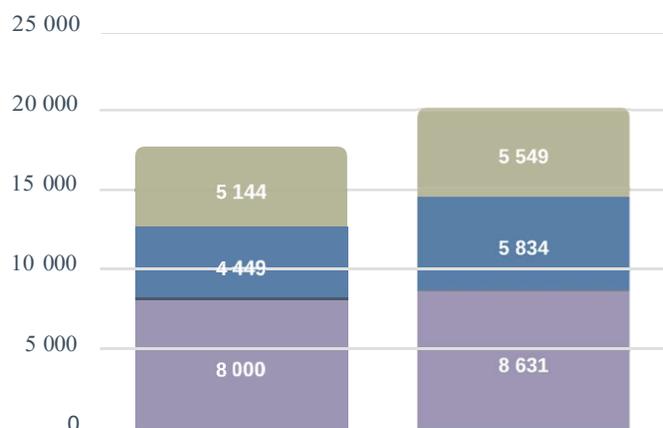


■ Prestations culturelles
 ■ Autres
 ■ Redevance domaine

	CA 2022	CA 2023	Évol.
Plan d'eau	6,4 k€	6,7 k€	+5,0 %
Conservatoire	63,3 k€	62,9 k€	+0,7 %
Divers	328,4 k€	383,2 k€	+16,7 %

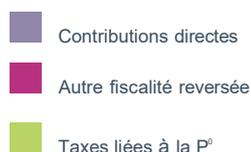
IMPÔTS ET TAXES

- Impôts et taxes en k€



CA 2022

CA 2023



- Impôts et taxes en base 100



CA 2022

CA 2023



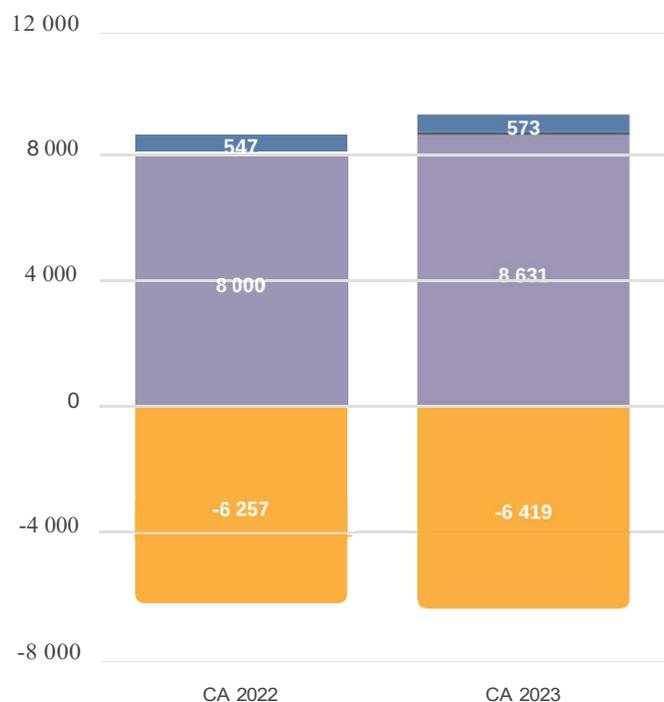
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Contributions directes	8 000,1 k€	8 630,6 k€	+7,9 %
Autres impôts	42,4 k€	0,0 k€	-100,0 %
AC	82,1 k€	82,1 k€	
Autre fiscalité reversée	0,0 k€	0,0 k€	
Taxes liées domaine	4 449,1 k€	5 834,0 k€	+31,1 %
Taxes liées urbanisme & environnement	0,0 k€	0,0 k€	
Taxes liées à la P ⁹	0,0 k€	0,0 k€	
Taxes liées services	0,0 k€	0,0 k€	
Autres impôts et taxes autres	5 143,5 k€	5 549,4 k€	+7,9 %

Les recettes de fiscalité s'élèvent à 20 096,1 k€.

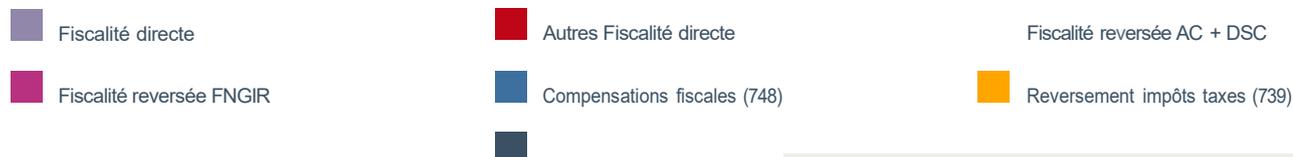
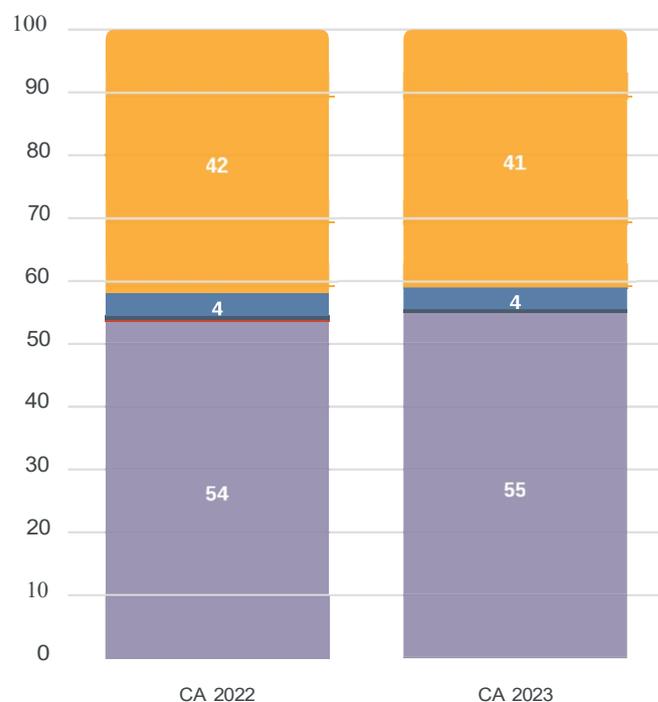
Elles comprennent l'ensemble des contributions directes (8 630,6 k€), la fraction de TVA (4 570,8 k€), la fraction compensatoire de la CVAE (1 263,2 k€), la taxe GEMAPI (198,2 k€), la TEOM (5 351,2 k€) et les AC (82,1 k€).

FISCALITÉ NETTE

- Fiscalité Nette en k€



- Fiscalité Nette en base 100



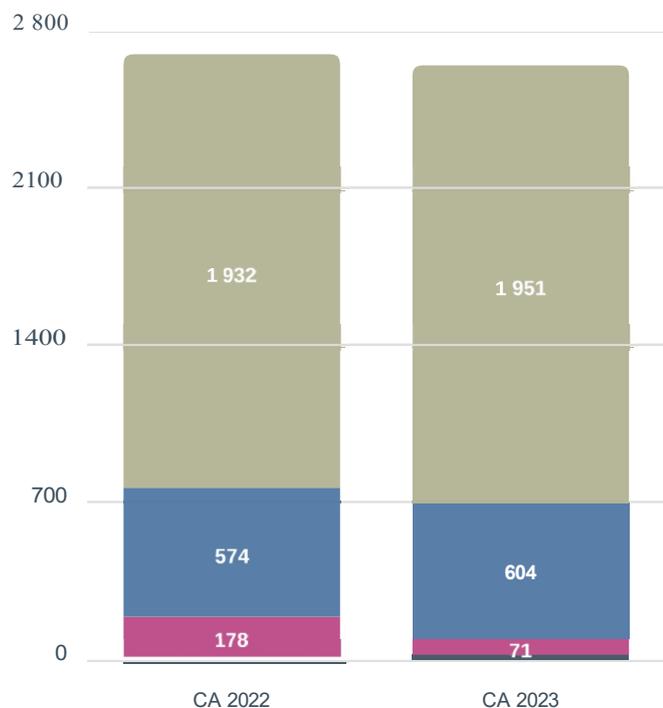
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Fiscalité directe	8 000,1 k€	8 630,6 k€	+7,9 %
Autres Fiscalité directe	42,4 k€	0,0 k€	-100,0 %
Fiscalité reversée AC+DSC	82,1 k€	82,1 k€	
Fiscalité reversée FNGIR	0,0 k€	0,0 k€	
Compensations fiscales	547,0 k€	573,1 k€	+4,8 %
Reversement impôts et taxes	-6 256,8 k€	-6 418,7 k€	+2,6 %

La fiscalité directe est composée de :

- La taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 3 115,6 k€
- La taxe foncière sur les propriétés bâties : 1 428 k€
- La taxe foncière sur les propriétés non bâties : 37,9k€
- La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 74,2 k€
- La cotisation foncière des entreprises : 3 344,7 k€
- La taxe sur les surfaces commerciales : 323,5 k€
- L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau : 201,3 k€

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

- Dotations et participations en k€



- Dotations et participations en base 100



	CA 2022	CA 2023	Évol.
FCTVA	10,5 k€	19,4 k€	+84,4 %
Participations	178,1 k€	71,3 k€	-60,0 %
Compensations	574,0 k€	604,1 k€	+5,2 %
Autres	1 932,3 k€	1 950,6 k€	+0,9 %

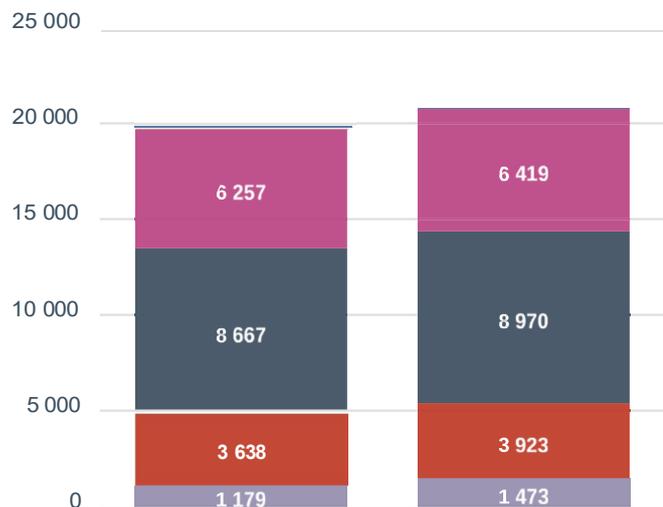
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

COMMENTAIRES

Les dépenses obligatoires et contraintes représentent :

- Le reversement au titre des attributions de compensation pour 4 429,5 k€
- la contribution au SIRTOM pour 5 003,8 k€
- les contributions aux SDIS pour 1 034,4k€
- la contribution au SIRCC pour 239,5 k€
- la contribution au FNGIR pour 1 264,1 k€
- la contribution au FPIC pour 319,6 k€
- la subvention d'équilibre au budget Petite Enfance pour 1 929,9 k€

- Dépenses réelles en k€



- Dépenses réelles en base 100



	CA 2022	CA 2023	Évol.
Charges générales	1 179,3 k€	1 472,8 k€	+24,9 %
Dépenses personnel	3 638,2 k€	3 922,8 k€	+7,8 %
Autres charges	8 667,4 k€	8 970,0 k€	+3,5 %
Atténuation produits	6 256,8 k€	6 418,7 k€	+2,6 %
Charges financières	40,9 k€	35,8 k€	-12,5 %
Charges exceptionnelles	0,0 k€	6,3 k€	
Autres dépenses et imprévues	3,7 k€	0,8 k€	-79,6 %

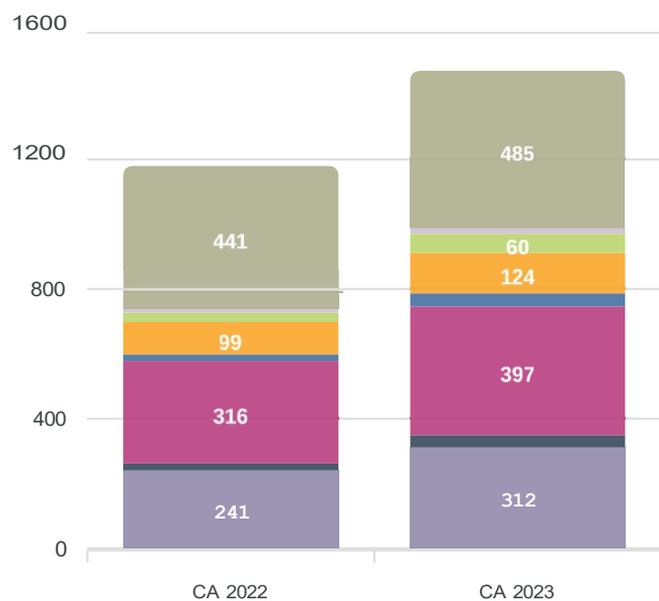
L'épargne brute est de 2 614,8 k€ (1 248,2 k€ en 2022). Elle représente 11,2 % des recettes réelles de fonctionnement.

L'objectif fixé était un taux d'épargne brute à 10% en 2026. La perspective est tenue à ce jour.

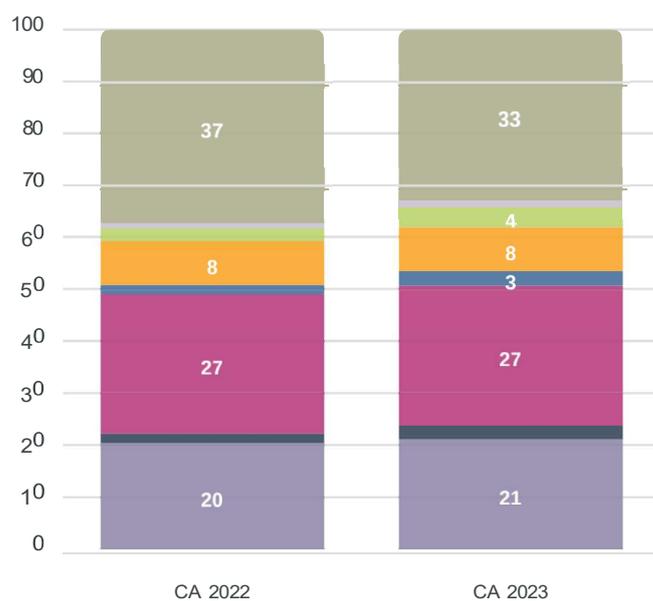
L'épargne nette est de 2 378,8 k€ (10,2%).

CHARGES GÉNÉRALES

- Charges générales en k€



- Charges générales en base 100



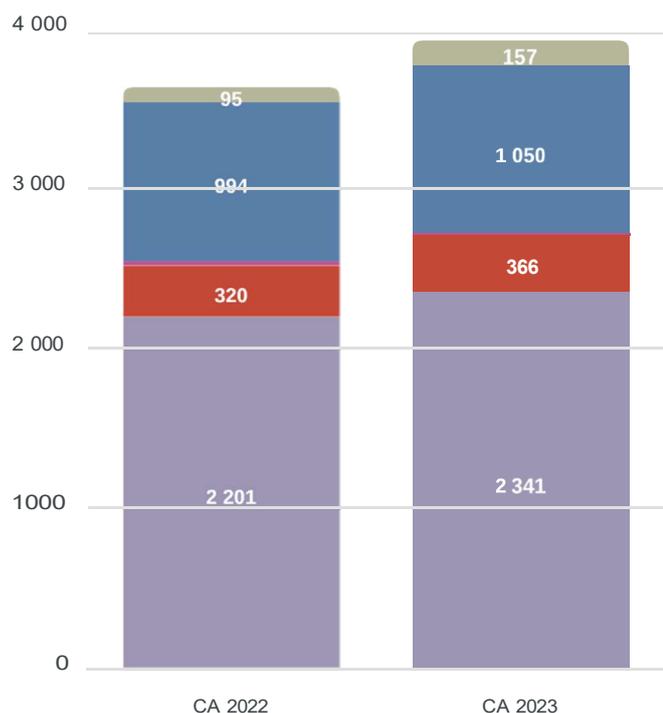
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Achats de fournitures	241,0 k€	311,8 k€	+29,4 %
Contrat de prestations	0,0 k€	0,0 k€	
Locations	21,1 k€	37,5 k€	+77,9 %
Entretien	315,8 k€	396,9 k€	+25,7%
Assurance	21,1 k€	40,8 k€	+93,0 %
Honoraires	99,1 k€	124,2 k€	+25,3 %
Publicité et Relat° Pub	29,4 k€	59,6 k€	+102,5 %
Transport	0,4 k€	0,0 k€	-100,0 %
Réceptions	10,9 k€	16,9 k€	+55,4 %
Autres dépenses	440,7 k€	485,1 k€	+10,1 %

DÉPENSES DE PERSONNEL

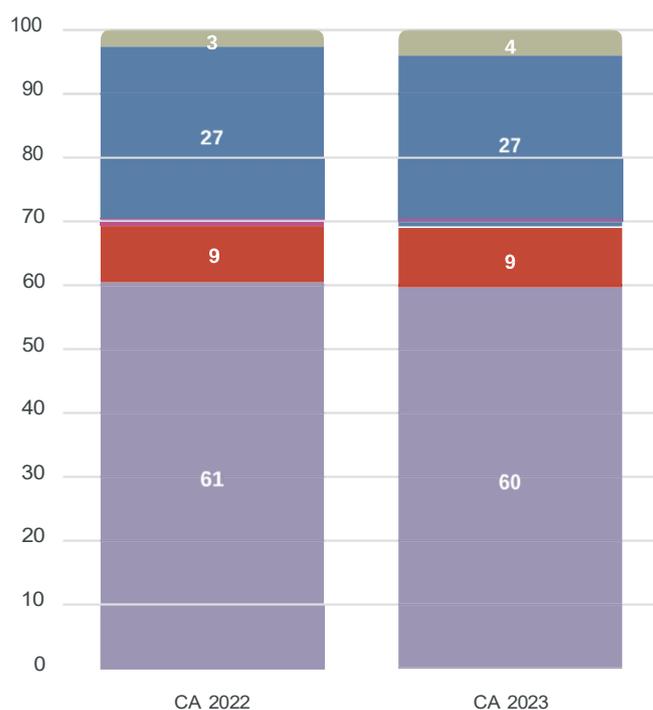
COMMENTAIRES

Les détails des dépenses de personnels sont en **ANNEXE 1** du présent document

- Dépenses de personnel en k€



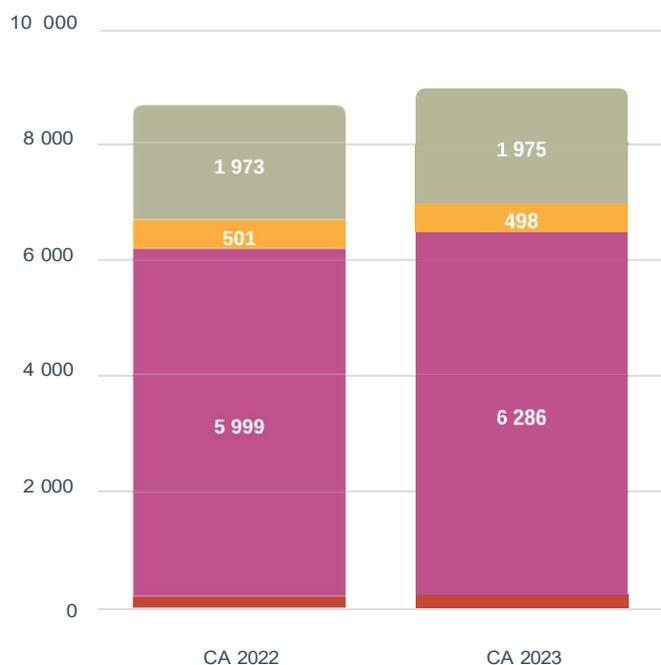
- Dépenses de personnel en base 100



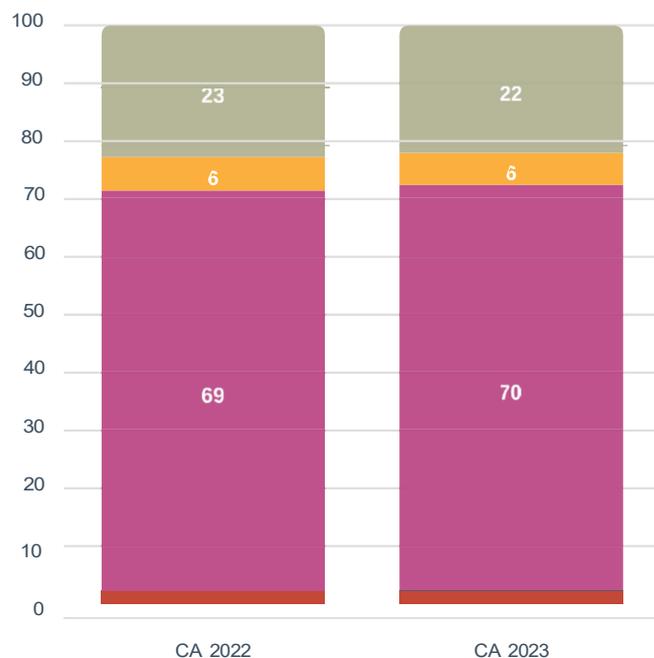
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Rémunérations titulaires	2 201,4 k€	2 341,2 k€	+6,4%
Non titulaires	320,5 k€	365,5 k€	+14,1 %
Vacations	0,0 k€	0,0 k€	
Insertions	28,0 k€	8,8 k€	-68,6 %
Sécurité sociale	993,8 k€	1 049,8 k€	+5,6 %
Autres	94,6 k€	157,5 k€	+66,5 %

CONTINGENTS ET SUBVENTIONS

- Contingents et Subventions en k€



- Contingents et Subventions en base 100



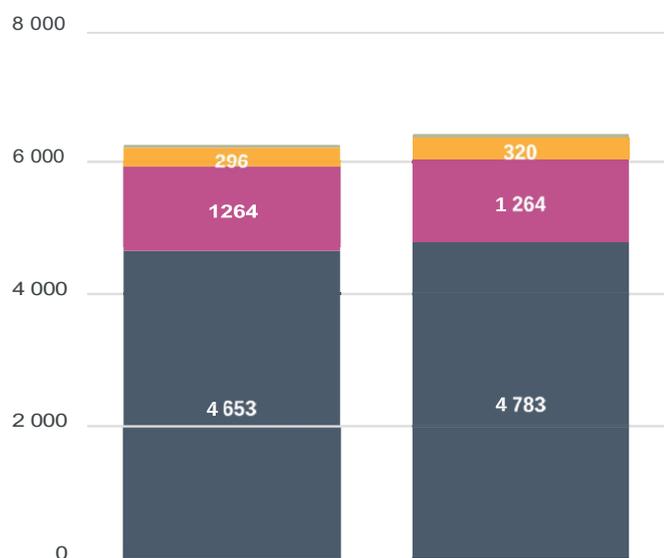
	CA 2022	CA 2023	Évol.
Frais de mission	194,3 k€	205,2 k€	+5,6 %
Pertes	0,0 k€	5,9 k€	
Contingents	5 998,6 k€	6 286,3 k€	+4,8 %
Subventions publiques	0,0 k€	0,0 k€	
Subventions privées	501,1k€	497,8 k€	-0,6 %
Autres	1 973,5 k€	1 974,7 k€	+0,1 %

Contingents :

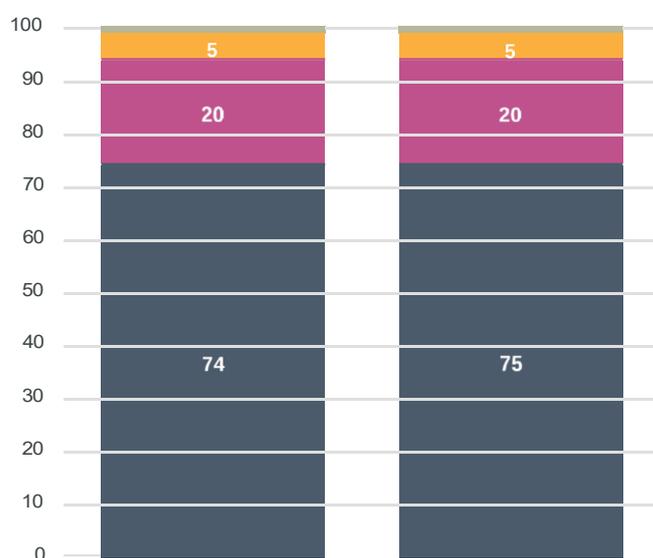
SDIS : 1 034,4 k€
 SEDEL : 8,6 k€
 SIRTOM : 5 003,8 k€
 SIRCC : 239,5 k€

ATTÉNUATION DE PRODUITS

- Atténuation de produits en k€



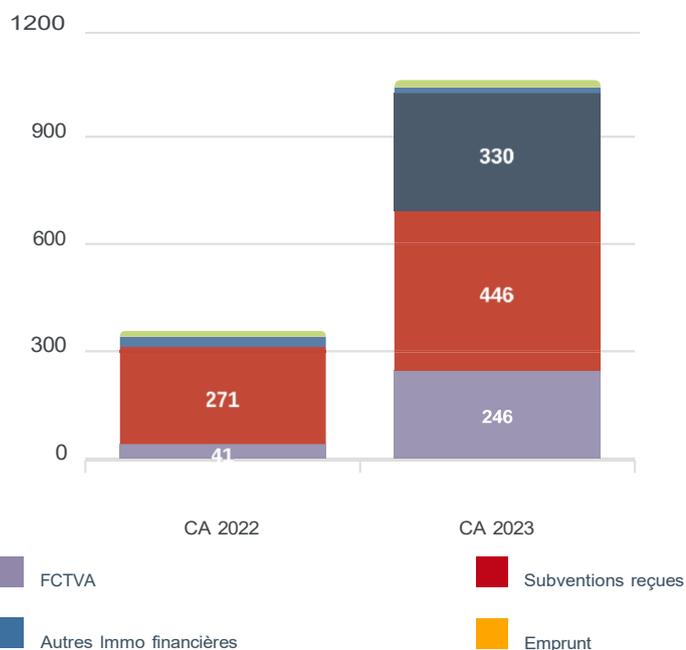
- Atténuation de produits en base 100



	CA 2022	CA 2023	Évol.
AC & DSC	4 653,2 k€	4 783,2 k€	+2,8 %
FNGIR	1 264,1 k€	1 264,1 k€	
FPIC	296,0 k€	319,6 k€	+8,0 %
Autres	43,5 k€	51,7 k€	+19,1 %

RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Recettes réelles en k€



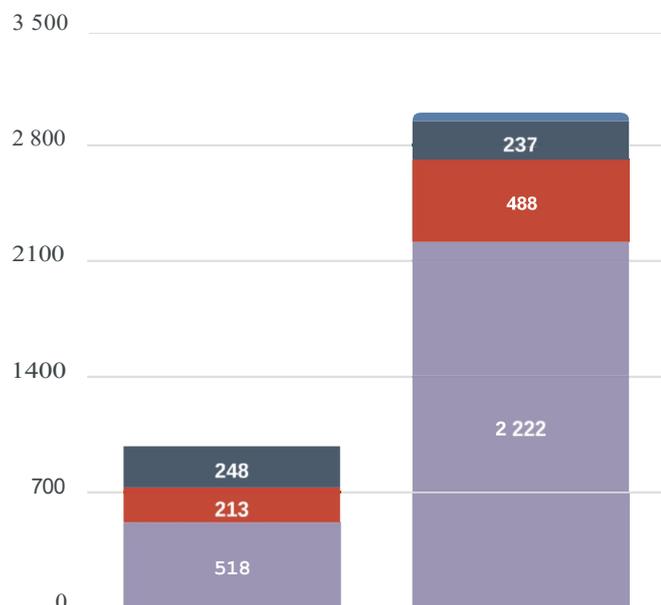
- Recettes réelles en base 100



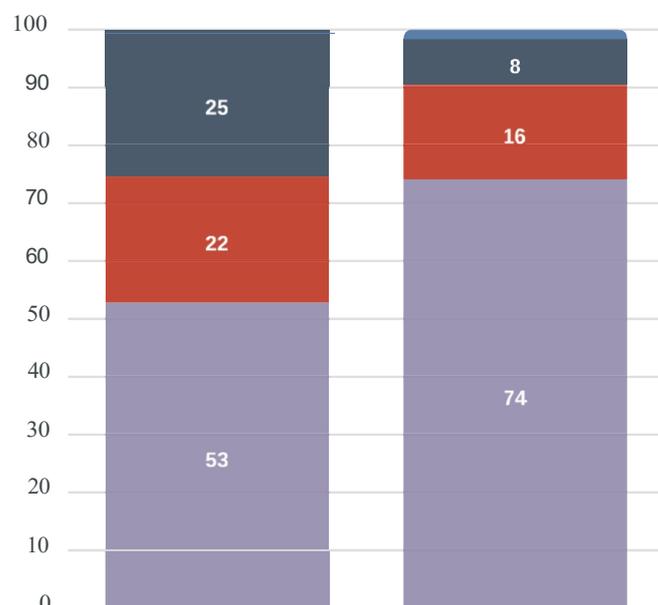
	CA 2022	CA 2023	Évol.
FCTVA	41,0 k€	245,5 k€	+499,3 %
Subventions reçues	270,8 k€	445,8 k€	+64,6 %
Produits de cessions	0,0 k€	330,3 k€	
Autres Immo financières	28,7 k€	16,6 k€	-42,0 %
Emprunt	0,9 k€	0,7 k€	-17,2 %
Autres recettes	15,2 k€	20,0 k€	+31,4 %

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

- Dépenses réelles en k€



- Dépenses réelles en base 100



	CA 2022	CA 2023	Évol.
Dépenses d'équipement brut	517,7 k€	2 222,3 k€	+329,3 %
Subventions versées	213,3 k€	487,9 k€	+128,7 %
Remboursement d'emprunt	248,3 k€	236,9 k€	-4,6 %
Dépenses imprévues	0,0 k€	0,0 k€	
Autres dépenses d'investissement	0,8 k€	50,0 k€	+6 566,7 %

STRUCTURE DE LA DETTE

COMMENTAIRES

La dette au 31 décembre 2023 est constituée de 24 contrats, tous classés A1 charte Gissler. 23 contrats sont à taux fixe et 1 contrat est à taux variable (budget AC Régie indexé sur l'Euribor 3 mois).

Compte tenu de la situation économique, de l'inflation et de l'incertitude des taux, ce prêt fait l'objet d'une attention particulière et sera « sécurisé » si la situation de marché se dégrade.

Pas de contrat souscrit en 2023.

Synthèse dette

En date du 31/12/2023

	Nombre de financements	24	10 415 400€ CRD (au 31/12/2023)
	Durée de vie résiduelle	26 ans et 10 mois	
	Durée de vie résiduelle moyenne	15 ans et 7 mois	
	Taux fixe (part de l'encours)	83,1%	2,02% Taux d'intérêt moyen (30E/360, 2023)
	Taux variable (part de l'encours)	16,9%	
	Taux structuré (part de l'encours)	0%	
	Capital	930 K€	1 151 672€ Annuité (due sur 2023)
	Intérêts	222 K€	
	ICNE au 31/12/2023	50 K€	
	€ster	3,88%  (1,89% au 01/01/2023)	2,56% Taux fixe 15 ans  (2,92% au 01/01/2023)
	Taux fixe 10 ans	2,68%  (3,08% au 01/01/2023)	
	Taux fixe 20 ans	2,46%  (2,76% au 01/01/2023)	

Taux fixes en amortissement trimestriel constant, 30E/360, hors marge bancaire.

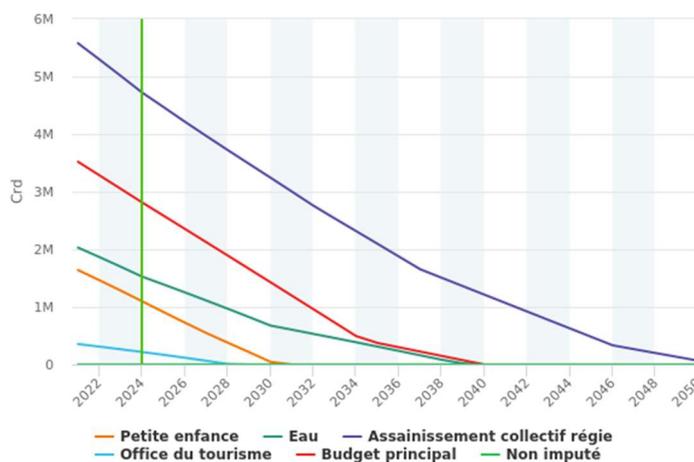
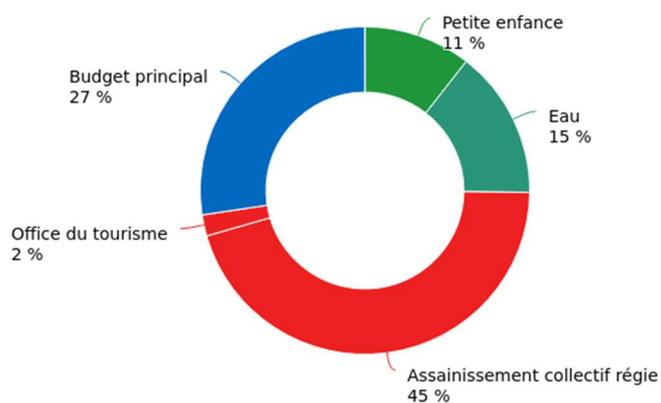
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

EVOLUTION DU CAPITAL RESTANT DÙ ET DU TAUX MOYEN SUR LES 5 PROCHAINES ANNEES



REPARTITION PAR BUDGET

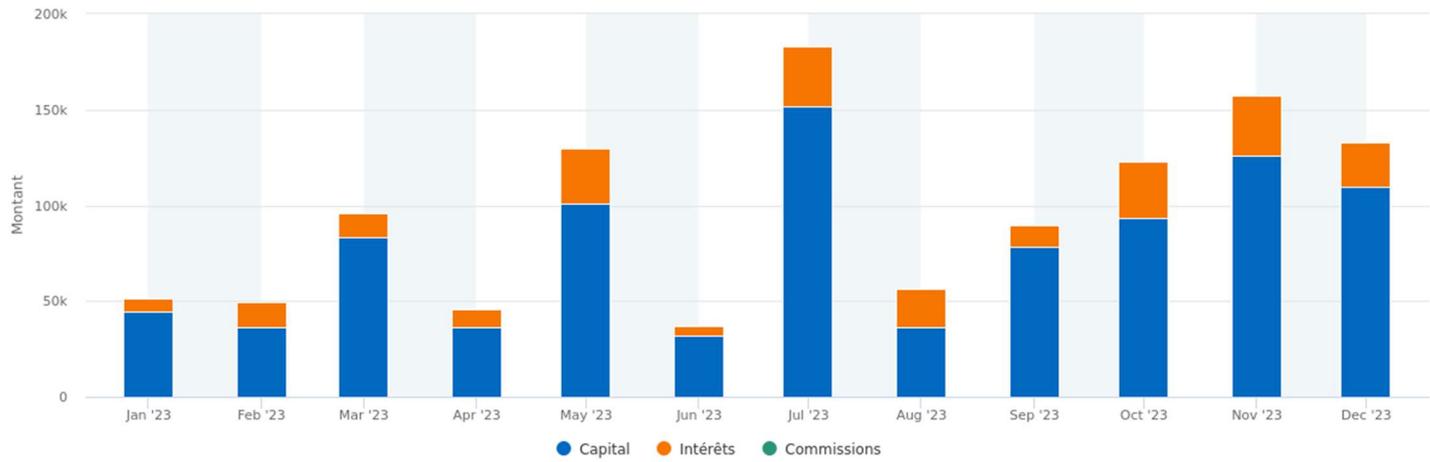
Au 31/12/2023



Budget	Date d'échéance	Intérêts de l'exercice	Encours	Nombre	DVM	DVR	Taux moyen (Ex/360)	Poids
Assainissement collectif régie	15/11/2050	106 149,55€	4 721 472,46€	10	10,76	26,89	2,24%	45,33%
Budget principal	01/01/2040	37 030,19€	2 851 498,68€	4	6,39	16,01	1,22%	27,38%
Eau	15/12/2039	27 414,53€	1 525 843,75€	3	6,60	15,97	1,64%	14,65%
Office du tourisme	01/09/2028	10 122,74€	218 008,94€	2	2,39	4,67	3,87%	2,09%
Petite enfance	01/10/2030	41 339,60€	1 098 575,71€	5	3,16	6,76	3,27%	10,55%

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

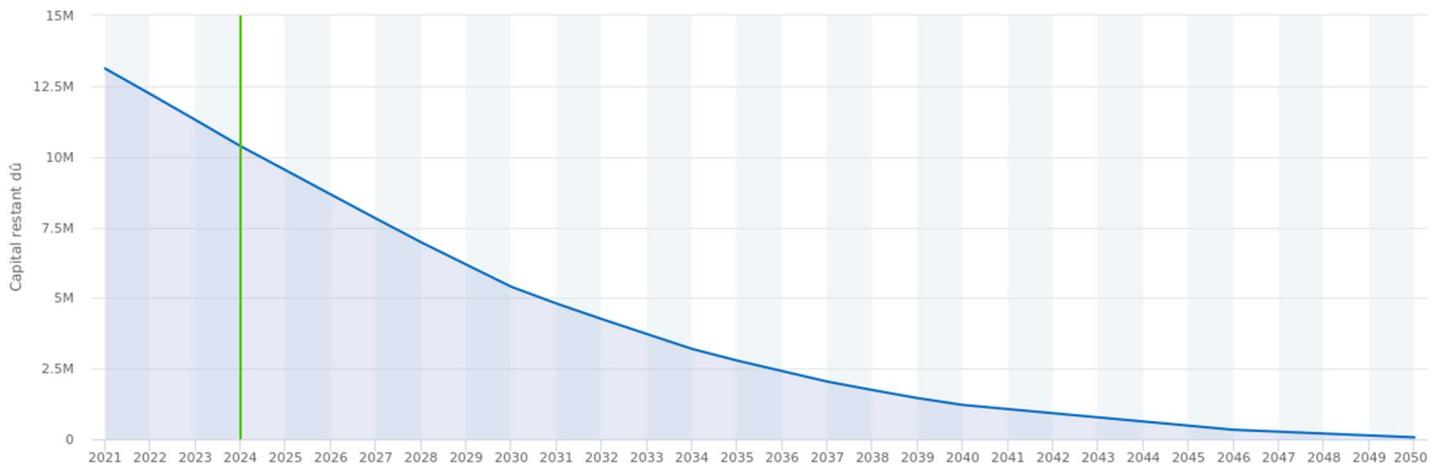
SUIVI BUDGETAIRE



Periode	CRD initial	Echéance				Total
		Capital	Intérêt	Frais et commissions		
01/2023	11 345 015,42€	44 553,44€	7 015,66€	0,00€	51 569,10€	
02/2023	11 300 461,98€	36 666,67€	12 915,19€	0,00€	49 581,86€	
03/2023	11 263 795,31€	83 310,90€	12 630,86€	0,00€	95 941,76€	
04/2023	11 180 484,41€	36 155,90€	9 746,25€	0,00€	45 902,15€	
05/2023	11 144 328,51€	100 943,45€	28 587,93€	0,00€	129 531,38€	
06/2023	11 043 385,06€	31 759,22€	5 034,13€	0,00€	36 793,35€	
07/2023	11 011 625,84€	151 905,51€	31 151,70€	0,00€	183 057,21€	
08/2023	10 859 720,33€	36 666,67€	19 807,13€	0,00€	56 473,80€	
09/2023	10 823 053,66€	78 163,56€	11 562,79€	0,00€	89 726,35€	
10/2023	10 744 890,10€	93 292,63€	29 377,87€	0,00€	122 670,50€	
11/2023	10 651 597,47€	126 271,42€	31 073,52€	0,00€	157 344,94€	
12/2023	10 525 326,05€	109 926,51€	23 153,58€	0,00€	133 080,09€	

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

PROFIL D'EXTINCTION



Date	Capital restant dû	Evolution (%)	Evolution
31/12/2022	11 345 015,42€		
31/12/2023	10 415 399,54€	-8,19%	-929 615,88€
31/12/2024	9 560 355,95€	-15,73%	-1 784 659,47€
31/12/2025	8 702 503,29€	-23,29%	-2 642 512,13€
31/12/2026	7 851 989,50€	-30,79%	-3 493 025,92€
31/12/2027	7 011 844,85€	-38,19%	-4 333 170,57€
31/12/2028	6 220 055,72€	-45,17%	-5 124 959,70€
31/12/2029	5 432 737,46€	-52,11%	-5 912 277,96€
31/12/2030	4 841 017,90€	-57,33%	-6 503 997,52€
31/12/2031	4 292 635,35€	-62,16%	-7 052 380,07€
31/12/2032	3 762 566,59€	-66,84%	-7 582 448,83€
31/12/2033	3 235 436,61€	-71,48%	-8 109 578,81€
31/12/2034	2 821 389,86€	-75,13%	-8 523 625,56€

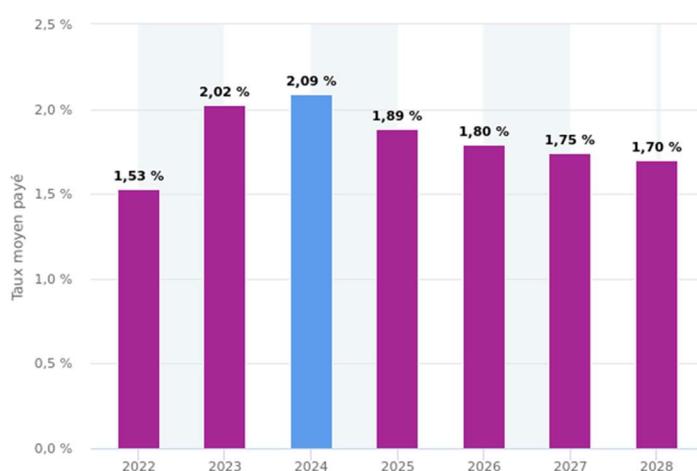
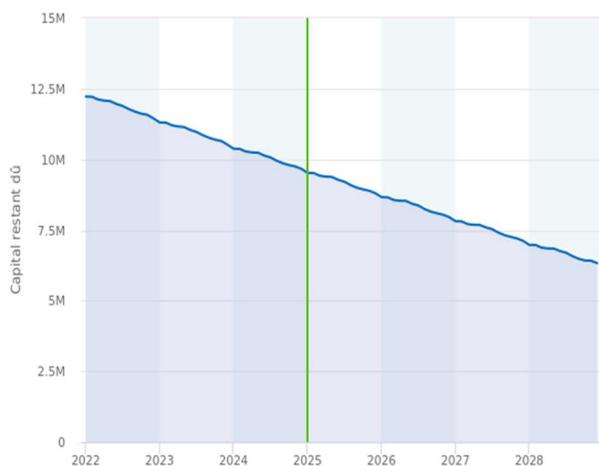
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Prospective dette 2024

 Notionnel	Nombre de financements	24	9 560 356€ CRD (au 31/12/2024)
	Durée de vie résiduelle	25 ans et 10 mois	
	Durée de vie résiduelle moyenne	14 ans et 11 mois	
 Risque	Taux fixe (part de l'encours)	82,43%	2,09% Taux d'intérêt moyen (30E/360, 2024)
	Taux variable (part de l'encours)	17,57%	
	Taux structuré (part de l'encours)	0%	
 Annuités	Capital	855 K€	1 071 978€ Annuité (due sur 2024)
	Intérêts	217 K€	
	ICNE au 31/12/2024	42 K€	
 Marché	€ster	2,96%  (3,88% au 01/01/2024)	2,39% Taux fixe 15 ans  (2,16% au 01/01/2024)
	Taux fixe 10 ans	2,46%  (2,19% au 01/01/2024)	
	Taux fixe 20 ans	2,31%  (2,14% au 01/01/2024)	

Taux fixes en amortissement trimestriel constant, 30E/360, hors marge bancaire.

EVOLUTION DU CAPITAL RESTANT DÛ ET DU TAUX MOYEN SUR LES 5 PROCHAINES ANNEES



ÉPARGNE ET FINANCEMENT

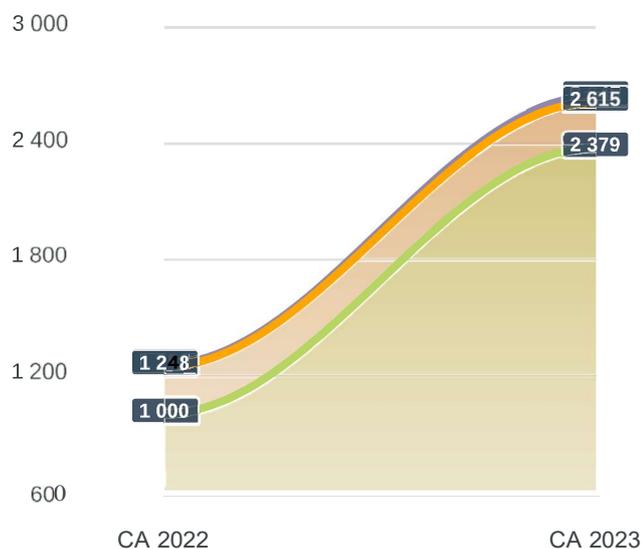
COMMENTAIRES

L'épargne brute est de 2 614,8 k€ (1 248,2 k€ en 2022).
Elle représente 11,2% des recettes réelles de fonctionnement.

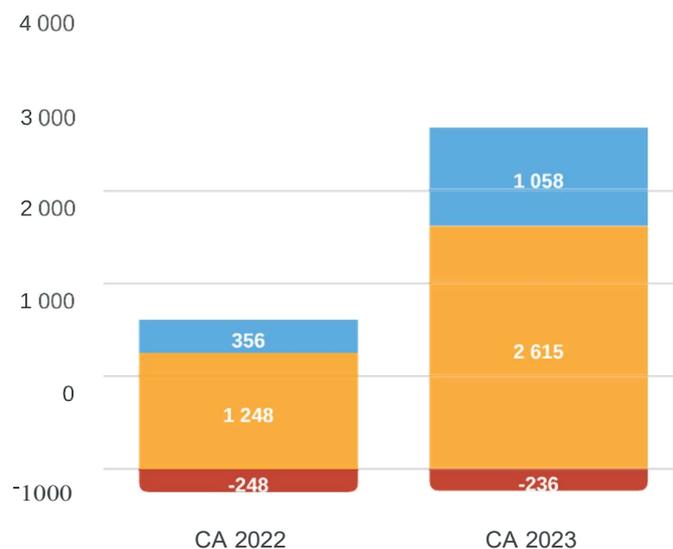
L'objectif fixé était d'atteindre les 10% en 2026 ; perspective tenue à ce jour.

L'épargne nette est de 2 378,8 k€

- Soldes d'épargne



- Mode de financement



	CA 2022	CA 2023	Évol.
Epargne de gestion	1 257,7 k€	2 644,5 k€	+110,3 %
Epargne brute	1 248,2 k€	2 614,8 k€	+109,5 %
Epargne nette	1 000,1 k€	2 378,8 k€	+137,9 %

	CA 2022	CA 2023	Évol.
Epargne brute	1 248,2 k€	2 614,8 k€	+109,5 %
Recettes d'investissement	355,6 k€	1 058,2 k€	+197,5 %
Solde de dette	-248,1 k€	-236,1 k€	-4,9%

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENTS

COMMENTAIRES

Pour 2024, les principaux investissements sont les suivants :

Budget principal :

- Subventions d'équipements : 1 395 952 €
- PCAET : 193 952 €
- Plan d'eau : 788 807 €
- Rénovation siège CCPAL : 570 670 €
- Rénovation éclairage public : 312 504 €
- Requalification ZI Peyrolière : 528 450 €
- Conservatoire : 353 863 €

Budget OTI :

- OTI Roussillon : 100 000 €
- OGS : 80 000 €

Budget Assainissement :

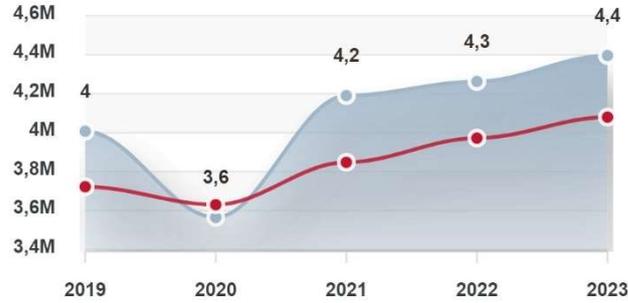
- Roussillon travaux d'infrastructure 2021-2024 : 1 013 088 €
- Actions issues du SDA 2022 : 1 059 534 €
- Réseau de transfert STEP Rustrel Village : 1 735 838 €

Budget Eau Potable :

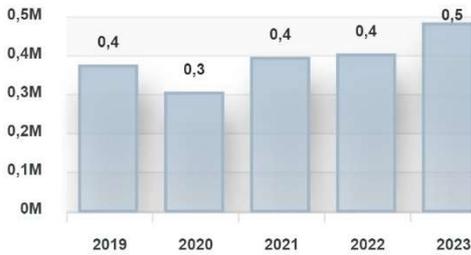
- Renouvellement et renforcement réseaux RD 22 : 1 723 238 €
- Nouvelle ressource Cereste-en-Luberon : 465 650 €

BUDGET PETITE ENFANCE Principaux indicateurs 2023

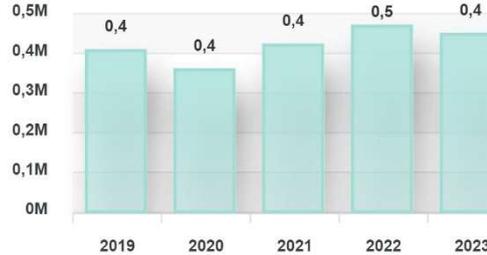
● Recettes de gestion ● Dépenses de gestion



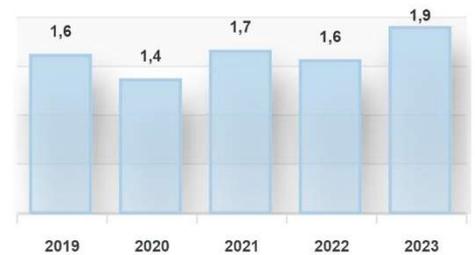
■ Charges à caractère général (D011)



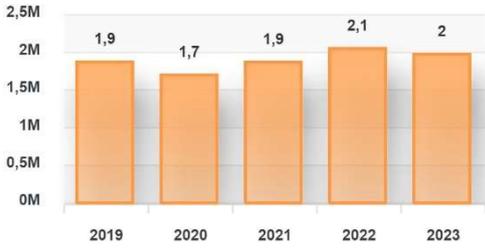
■ Produits des services (R70)



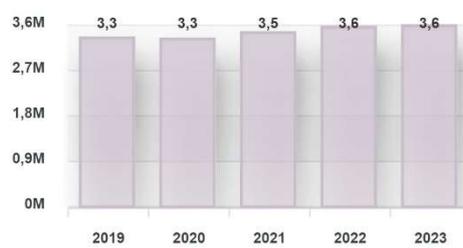
■ Dotations et participations (R74)



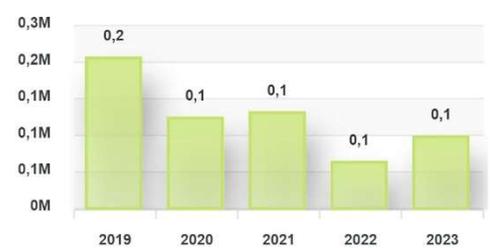
■ Autres produits (R75)



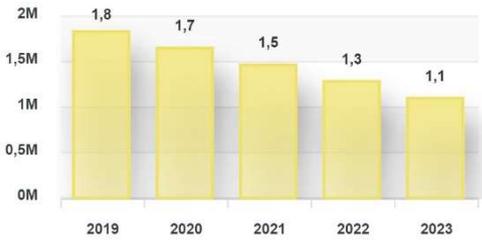
■ Dépenses de personnel (D012)



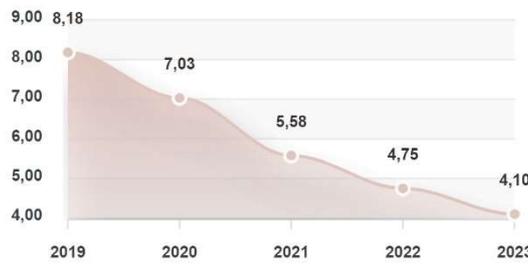
■ Dépenses d'équipement



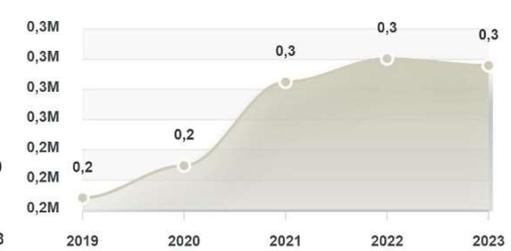
■ Endettement



● Capacité de désendettement



● Épargne brute (CAF)

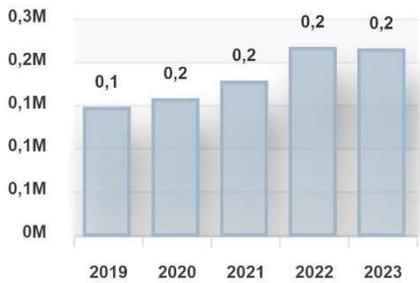


BUDGET OTI

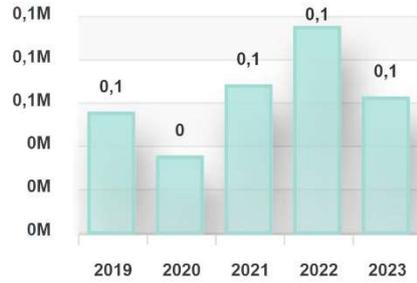
Principaux indicateurs 2023



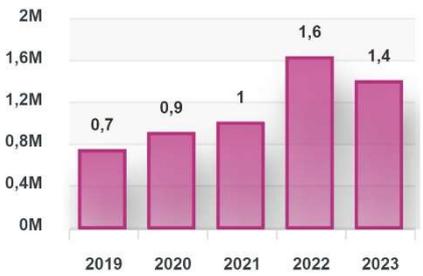
Charges à caractère général (D011)



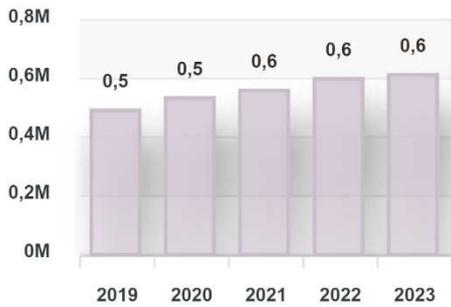
Produits des services (R70)



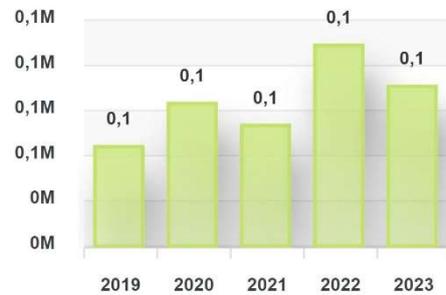
Impôts et taxes (R73)



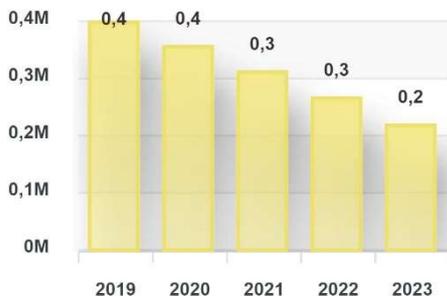
Dépenses de personnel (D012)



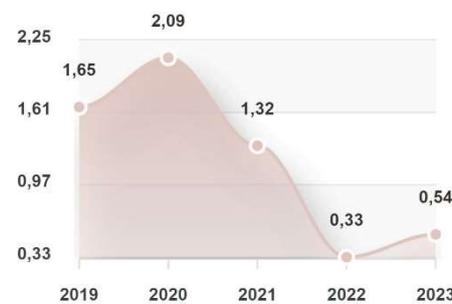
Dépenses d'équipement



Endettement



Capacité de désendettement

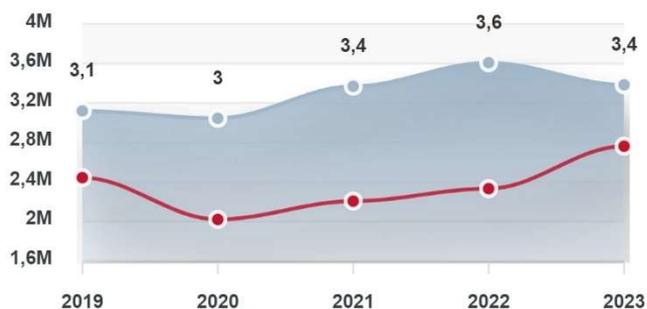


Épargne brute (CAF)

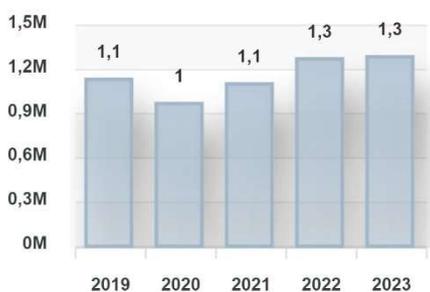


BUDGET EAU POTABLE Principaux indicateurs 2023

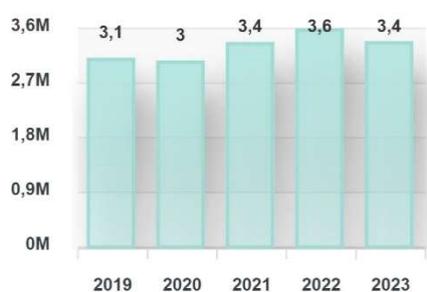
● Recettes de gestion ● Dépenses de gestion



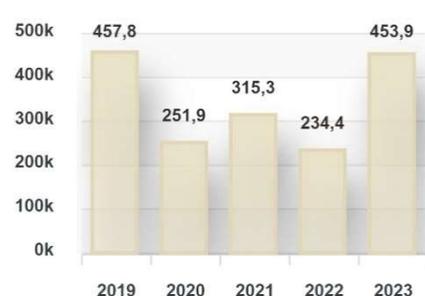
■ Charges à caractère général (D011)



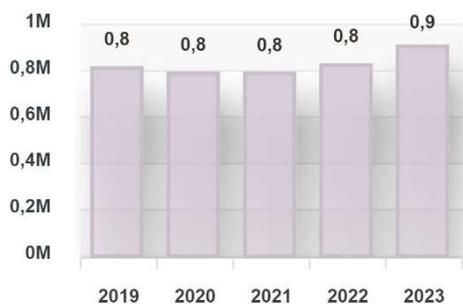
■ Produits des services (R70)



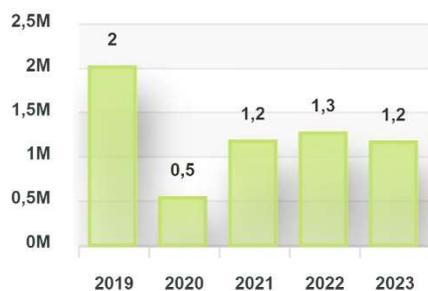
■ Atténuation de produit (D014)



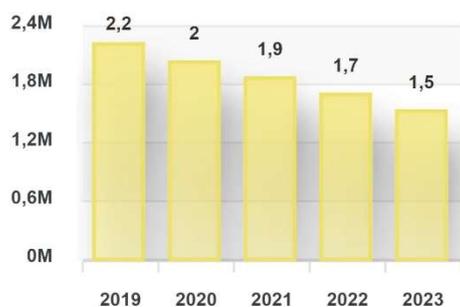
■ Dépenses de personnel (D012)



■ Dépenses d'équipement



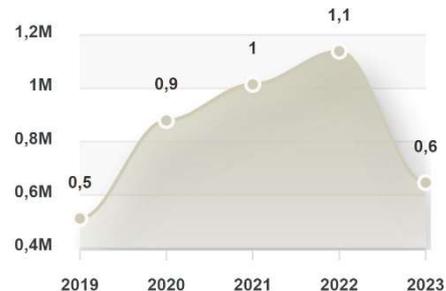
■ Endettement



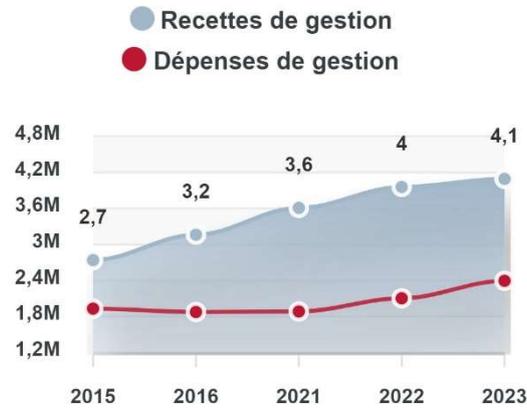
● Capacité de désendettement



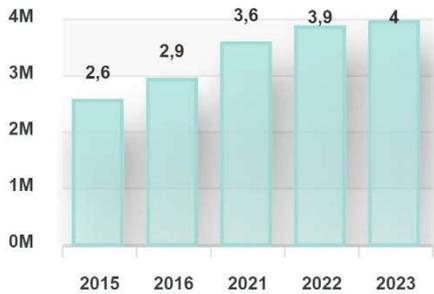
● Épargne brute (CAF)



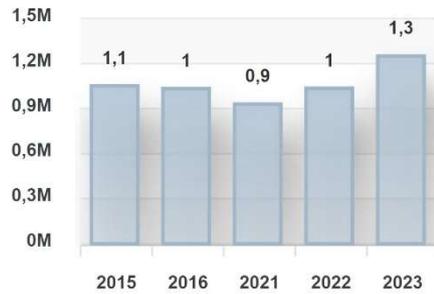
BUDGET AC REGIE Principaux indicateurs 2023



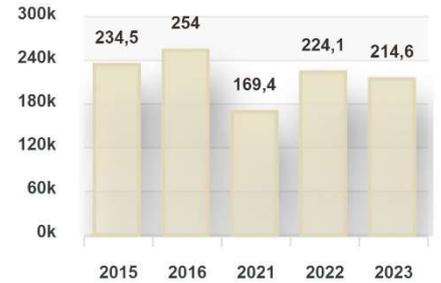
Produits des services (R70)



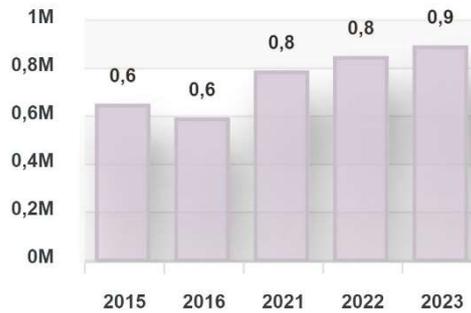
Charges à caractère général (D011)



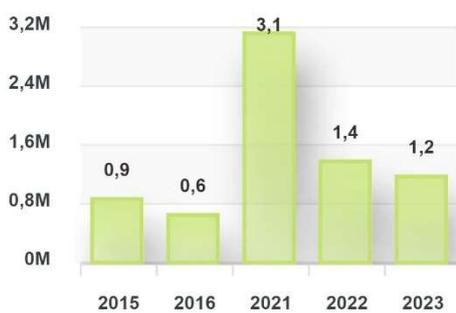
Atténuation de produit (D014)



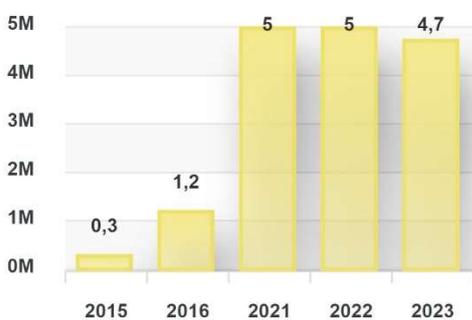
Dépenses de personnel (D012)



Dépenses d'équipement



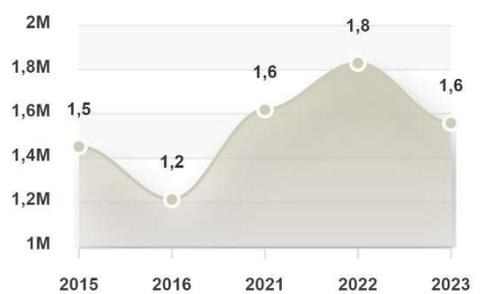
Endettement



Capacité de désendettement



Épargne brute (CAF)



RESULTATS BUDGETS ANNEXES

SPANC

Le résultat comptable 2023 en section de fonctionnement est excédentaire de 3 325 €. Le résultat cumulé 2023 est excédentaire de 42 242 €.

Le résultat comptable 2023 de la section d'investissement est déficitaire de 249 €. Le résultat cumulé 2023 est de 8 121 €.

Les restes à réaliser sont de 960 € en dépenses. Le résultat corrigé des restes à réaliser est excédentaire de 7 161 €.

Production d'énergie photovoltaïque

Le résultat comptable 2023 en section de fonctionnement est déficitaire de 1 075 €. Le résultat cumulé 2023 est excédentaire de 4 272 €.

Le résultat comptable 2023 de la section d'investissement est excédentaire de 6 508 €. Le résultat cumulé 2023 est excédentaire de 21 460 €. Pas de restes à réaliser.

Zones d'activités

Le résultat comptable 2023 en section de fonctionnement est excédentaire de 50 086 €. Le résultat cumulé 2023 est excédentaire de 119 053 €.

Le résultat comptable 2023 de la section d'investissement est excédentaire de 440 968 €. Le résultat cumulé 2023 est excédentaire de 661 291 €. Pas de restes à réaliser.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

CCPAL - RESULTATS TOUS BUDGETS 2023

	Résultat de clôture 2022	Part affectée à l'investissement	Dépenses 2023	Recettes 2023	Résultat d'exécution 2023	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre	Résultat de clôture de l'exercice 2023
Budget principal							
Investissement	924 661,11		5 456 142,37	4 157 479,00	- 1 298 663,37	135 313,47	- 238 688,79
Fonctionnement	3 785 622,25		22 730 864,81	24 706 143,18	1 975 278,37	21 541,61	5 782 442,23
TOTAL	4 710 283,36	-	28 187 007,18	28 863 622,18	676 615,00	156 855,08	5 543 753,44
Petite enfance							
Investissement	35 046,67		376 438,68	361 512,39	- 14 926,29		20 120,38
Fonctionnement	- 3 936,16		4 486 794,43	4 490 766,85	3 972,42		36,26
TOTAL	31 110,51	-	4 863 233,11	4 852 279,24	- 10 953,87	-	20 156,64
Office de tourisme							
Investissement	- 42 907,68		168 514,37	174 516,09	6 001,72		- 36 905,96
Fonctionnement	901 196,16	65 000,00	1 171 464,75	1 492 475,07	321 010,32		1 157 206,48
TOTAL	858 288,48	65 000,00	1 339 979,12	1 666 991,16	327 012,04	-	1 120 300,52
Photovoltaïque							
Investissement	14 951,76		665,18	7 173,48	6 508,30		21 460,06
Fonctionnement	5 347,31		18 991,66	17 916,31	- 1 075,35		4 271,96
TOTAL	20 299,07	-	19 656,84	25 089,79	5 432,95	-	25 732,02
ZA							
Investissement	220 322,96		1 084 051,71	1 525 019,52	440 967,81		661 290,77
Fonctionnement	68 967,59		1 525 019,52	1 575 105,21	50 085,69		119 053,28
TOTAL	289 290,55	-	2 609 071,23	3 100 124,73	491 053,50		780 344,05
Eau potable							
Investissement	633 673,75		1 552 870,66	1 450 225,56	- 102 645,10		531 028,65
Fonctionnement	948 132,80	-	3 921 593,14	3 806 018,67	- 115 574,47		832 558,33
TOTAL	1 581 806,55	-	5 474 463,80	5 256 244,23	- 218 219,57	-	1 363 586,98
Assainissement collectif régie							
Investissement	773 059,14		1 887 580,60	1 049 919,34	- 837 661,26	2 001,98	- 62 600,14
Fonctionnement	2 646 338,65		3 509 159,58	4 567 945,03	1 058 785,45	136 421,55	3 841 545,65
TOTAL	3 419 397,79	-	5 396 740,18	5 617 864,37	221 124,19	138 423,53	3 778 945,51
SPANC							
Investissement	8 370,10		2 454,28	2 205,39	- 248,89		8 121,21
Fonctionnement	38 917,75		118 286,38	121 610,90	3 324,52		42 242,27
TOTAL	47 287,85	-	120 740,66	123 816,29	3 075,63	-	50 363,48
TOTAL BUDGETS	10 957 764,16	65 000,00	48 010 892,12	49 506 031,99	1 495 139,87	295 278,61	12 683 182,64

ELEMENTS SUR LA STRUCTURE ET L'EVOLUTION DES EFFECTIFS AINSI QUE SUR L'EVOLUTION PREVISIONNELLE ET L'EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL, DES REMUNERATIONS, DES AVANTAGES EN NATURE ET DU TEMPS DE TRAVAIL

Bilan de l'année 2023

Sur la période 2022-2023 les charges de personnel connaissent une hausse de 4,77 % tous budgets confondus.

Budgets	CA 2022	Dépenses réalisées 2023 chapitre 012	EVOLUTION 2022/2023
Budget Principal	3 638 190,27 €	3 922 840,01 €	7,82 %
Budget Petite Enfance	3 561 533,96 €	3 590 582,62 €	0,82 %
Budget de l'eau Potable	825 173,77 €	905 624,80 €	9,75 %
Budget de l'assainissement	843 218,73 €	887 623,86 €	5,27 %
Budget de l'Office du tourisme	598 996,36 €	612 183,75 €	2,20 %
Total	9 467 113,09 €	9 918 855,04 €	4,77 %

Avertissement : chiffres hors remboursement sur rémunération du personnel et hors refacturations entre les budgets et les budgets DSP et SPANC

En retraitant les remboursements sur rémunération du personnel, la charge nette du personnel pour 2023 est la suivante :

Budgets	Dépenses réalisées 2023 chapitre 012	Remboursements sur rémunération 2023	Charges nettes
Budget Principal	3 922 840,01 €	55 570,71 €	3 867 269,30 €
Budget Petite Enfance	3 590 582,62 €	70 203,04 €	3 520 379,58 €
Budget de l'eau Potable	905 624,80 €	1 486,19 €	904 138,61 €
Budget de l'assainissement	887 623,86 €	16 811,92 €	870 811,94 €
Budget de l'Office du tourisme	612 183,75 €		612 183,75 €
Total	9 918 855,04 €	144 071,86 €	9 774 783,18 €

Avertissement : chiffres hors refacturations entre budgets et les budgets DSP et SPANC

Les dépenses de personnels 2023 ont représentées 29 % des dépenses de fonctionnement tous budgets confondus :

Budgets	Dépenses de fonctionnement 2023	Dépenses réalisées 2023 chapitre 012	%
Budget Principal	20 793 188,42 €	3 922 840,01 €	19 %
Budget Petite Enfance	4 513 538,63 €	3 590 582,62 €	79 %
Budget de l'eau Potable	3 733 098,01 €	905 624,80 €	22 %
Budget de l'assainissement	3 501 733,99 €	887 623,86 €	24 %
Budget de l'Office du tourisme	1 195 038,73 €	612 183,75 €	50 %
Total	33 736 597,78 €	9 918 855,04 €	29 %

Avertissement : chiffres hors remboursement sur rémunération du personnel et hors refacturations entre les budgets et les budgets DSP et SPANC

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Prévisions des dépenses et des recettes de fonctionnement de personnel pour l'année 2024 :

Budgets	Dépenses 2024	Recettes nouvelles prévisibles 2024 (Atténuations de charges + subventions)	Charges nettes Prévisionnelles
Budget Principal	4 178 900 €	225 400 €	3 953 500 €
Budget Petite Enfance	3 869 430 €	82 000 €	3 787 430 €
Budget de l'eau Potable	950 100 €	30 000 €	920 100 €
Budget de l'assainissement	953 530 €		953 530 €
Budget de l'Office du tourisme	670 300 €		670 300 €
Total	10 622 260 €	337 400 €	10 284 860 €

Avertissement : chiffres hors refacturations entre budgets et les budgets DSP et SPANC

Cette prévision d'évolution de la masse salariale est due :

- 1) **À l'évolution naturelle des carrières des agents** (avancements d'échelon, de grade et de promotion interne, etc...), qui entraîne une progression, année après année, de la masse salariale de la collectivité.
- 2) **A des mesures gouvernementales :**
 - ✓ Au 1er juillet 2023, la revalorisation du point d'indice de + 1,5 %, ainsi que plusieurs mesures visant à accroître la rémunération des premiers échelons de la grille d'évolution de carrière des agents-es de catégorie B et C
 - ✓ Au 1er janvier 2024, l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à tous les agents ;
 - ✓ Au 1^{er} janvier 2024 l'augmentation du SMIC de 1,13 %;
- 3) **Aux projets de l'année 2023** qui ont engendré des frais de fonctionnement et plus particulièrement des charges de personnel supplémentaires, tel que :
 - ✓ Recrutement d'une instructrice et d'une assistante administrative au service mutualisé d'instruction des actes d'urbanismes,
 - ✓ Recrutement d'un agent supplémentaire à l'Espace France Service,
 - ✓ Recrutement d'une chargée de mission Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD),
 - ✓ Recrutement d'un responsable au pôle études et travaux du service de l'eau et de l'assainissement,
 - ✓ Recrutement d'un technicien au service patrimoine,
 - ✓ Recrutement d'une chargée de mission des Contrats d'Objectifs Territoriaux (COT),
- 4) **Renfort dans les services** afin de faire face à des absences prévisibles et indispensables (conservatoire, petite enfance).
- 5) **Aux projets de l'année 2024** qui vont engendrer des frais de fonctionnement et plus particulièrement des charges de personnels supplémentaires. Il s'agit notamment du renfort des services suivants :
 - ✓ Recrutement d'un(e) Directeur(trice) des Services Techniques (DST),
 - ✓ Recrutement d'un(e) chargé(e) de recouvrement des impayés du service de l'eau et de l'assainissement (CDD de 18 mois dans un premier temps),
 - ✓ Recrutement d'un(e) coordinateur(trice) d'éducation artistique et culturel (projet Démon),
 - ✓ Recrutement d'un(e) agent(e) référent du pôle accueil de l'Office du Tourisme,

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

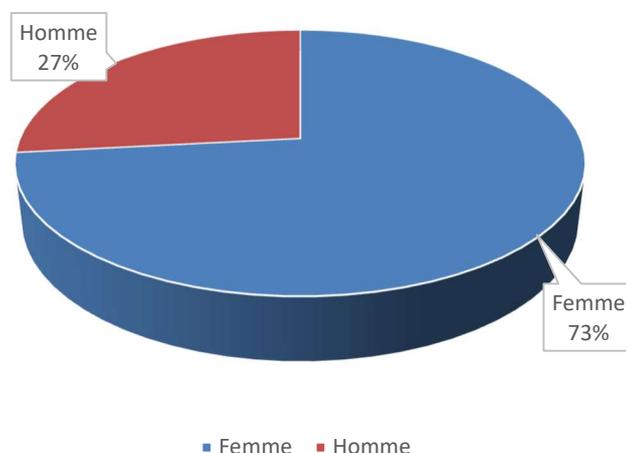
Les effectifs prévisionnels au 31 décembre 2024 :

BUDGET	EFFECTIFS REMUNERES AU 31/12/2023		EFFECTIFS PREVISIONNELS AU 31/12/2024	
	EFFECTIF	ETP	EFFECTIF	ETP
Budget Principal	80	77	87	83
Budget Petite Enfance	98	88,22	92	91,9
Budget de l'eau Potable	16	15,4	19	18,4
Budget de l'assainissement	14	13,80	18	17,4
Budget de l'Office du tourisme	13	13,00	15	15
TOTAL	221	207,42	231	225,7

Répartition de effectifs au 31/12/2023 :

Catégorie	Effectifs
Agents permanents	205
Agents non permanents dont contrats de projet (4)	12
Apprenti	4
Total	221

Répartition femmes-hommes



Les emplois non permanents

L'effectif des emplois non permanents se compose d'agents en contrat à durée déterminée répondant à un besoin :

- Saisonnier,
- D'accroissement temporaire d'activité,
- Remplaçant un agent titulaire indisponible,
- Ainsi que de l'emploi d'apprentis

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

L'effectif des agents non permanents représente 7,23 % des agents présents au 31 décembre 2023. A la plus haute saison cela représente 9,50 % des effectifs.

Dans la continuité des années précédentes, il est nécessaire de limiter au maximum les remplacements systématiques de titulaires et de s'appuyer sur des critères tels qu'un seuil critique d'absences dans le service, l'obligation de présence devant l'utilisateur ou le taux d'encadrement dans les crèches par exemple.

De manière générale, que ce soit pour les agents permanents et non permanents, les efforts devront donc porter sur :

- Le recours prioritaire à la mobilité interne pour pourvoir les postes vacants,
- L'examen très rigoureux des demandes de remplacements sur postes vacants ou de création de postes,
- La non stagiairisation et la non titularisation d'agents ne donnant pas satisfaction, qu'ils soient stagiaires (le stage constituant la période d'essai) ou en fin de contrat d'emplois d'avenir ou en contrat à durée déterminée.

Politique de rémunération et avantages sociaux

Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) de l'agent a été mis en place au 1^{er} janvier 2018 au sein de la collectivité et une mise à jour des nouvelles filières y ouvrant droit à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les avantages sociaux 2023

- Adhésion au CNAS (210 € environ par an et par agent)
- Chèques cadeaux du groupement des commerçants d'Apt 160 € par an et par agent
- Participation mutuelle (18 € par mois maximum par agent)
- Participation prévoyance (18 € par mois maximum par agent)
- Repas annuel (coût par agent variable selon le nombre de participants)
- Semaine bien-être au travail organisée en 2023

Le temps de travail

Une charte du travail est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022 et mise à jour au 1^{er} janvier 2024. Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures (1600 h + journée de solidarité 7 h).

Pour un agent travaillant à temps complet, le temps de travail est soit de 35 h, 36 h, 37h30 ou 39 h (avec RTT) selon le service d'affectation.

Avantage en nature

A ce jour aucun avantage en nature à usage uniquement privé, de type logement de fonction, véhicule de fonction ou utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication (téléphone ou ordinateur portable) n'est accordé au personnel de la Communauté de Communes.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

ANNEXE 2

CCPAL - PPI 2024/2027

Libellé	Montant opération	CP2024	CP2025	CP2026	CP2027
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		1 395 952	460 000	460 000	460 000
Conteneurs enterrés / SIRTOM	816 667	336 667	160 000	160 000	160 000
Esplanade de la gare / EDES + parvis	139 395	139 395			
Fonds de concours	1 343 533	443 533	300 000	300 000	300 000
Très haut débit / 2ème plan	476 357	476 357			
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		193 952	0	0	200 000
Aire des grands événements	200 000				200 000
PCAET	193 952	193 952			
DEVELOPPEMENT DURABLE		16 507	0	0	0
Audit énergétique des bâtiments	16 507	16 507			
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		788 807	0	0	0
Aménagement plan d'eau / hors phase 3	227 290	227 290			
Aménagement plan d'eau / phase 3	476 290	476 290			
Barrage du plan d'eau (Vanne)	85 227	85 227			
HABITAT		0	130 000	50 000	50 000
Fonds de concours	150 000		50 000	50 000	50 000
Mise en place d'une OPAH multisites sur le territoire Pays Apt Luberon (Etude)	80 000		80 000		
ACCUEIL GENS DU VOYAGE		0	431 400	431 400	381 400
Roquefure - voir delib 2023-109 (407 000 € sur 5 ans)	244 200		81 400	81 400	81 400
Provision dépenses imprévues	1 000 000		350 000	350 000	300 000
PATRIMOINE		1 494 624	776 940	599 999	500 000
Rénovation énergétique siège de la CCPAL	597 610	320 670	276 940		
Rénovation éclairage public	312 504	312 504			
Rénovation siège CCPAL élévation	250 000	250 000			
Informatique	68 000	68 000			
Aménagement siège CCPAL (mobilier)	15 000	15 000			
Réserve foncière (méthanisation)	100 000			100 000	
Voirie (Demande 2024: 1 772 365 €)	1 158 104		329 052	329 052	500 000
Requalification ZA des Triquefaux MOE	341 895		170 948	170 947	
Requalification ZI Peyrolière	528 450	528 450			
CULTURE		353 863	3 150 000	3 150 000	0
Aménagements Conservatoire (mobilier, luminaire..)	25 844	25 844			
Ecole de Musique / Chapelle Baroque	228 019	228 019			
Espace culturel collaboratif	6 400 000	100 000	3 150 000	3 150 000	
Total des opérations	15 474 844	4 243 705	4 948 340	4 691 399	1 591 400
Subventions		1 066 351			

PRINCIPAUX RATIOS		CA DGFIP 2019	CA DGFIP 2020	CA DGFIP 2021	CA DGFIP 2022	CA TOTEM 2023	% an
Ratios de structure recettes							
Produits des services / Recettes Gestion		1,4	1,8	1,8	1,9	1,9	+7,62 %
Impôts et taxes / Recettes Gestion		83,5	82,7	84,1	84,4	85,8	+0,68 %
Dotations & participations / Recettes Gestion		14,8	15,0	13,5	12,8	11,3	-6,53 %
Produits de gestion courante (75) / Recettes Gestion		0,2	0,1	0,2	0,6	0,7	+37,93 %
Autres RRF (76-77-78) / Recettes réelles de fonctionnement		0,9	0,4	1,3	0,2	1,4	+13,26 %
Ratios de structure dépenses							
Produits de cession / Recettes réelles de fonctionnement		0,6	0,1	0,5	-	1,4	+24,27 %
Charges générales / Recettes Gestion		4,2	5,0	5,4	5,6	6,3	+10,38 %
Charges de personnel / Recettes Gestion		15,5	16,7	17,3	17,3	16,7	+1,89 %
Autres charges courantes / Recettes Gestion		41,8	40,5	42,1	41,3	38,3	-2,18 %
Ratios d'épargne							
Atténuation de produits / Recettes Gestion		33,9	32,6	32,4	29,8	27,4	-5,20 %
Taux d'épargne de gestion (EG/RG)		4,5	5,2	2,8	6,0	11,3	+25,90 %
Taux d'épargne brute (EB/RG)		4,6	4,9	3,2	5,9	11,2	+24,58 %
Taux d'épargne nette (EN/RG)		4,1	4,2	2,0	4,8	10,2	+25,36 %
Taux d'autofinancement brut (EB / Dép Invest)		21,3	32,2	49,5	170,5	94,7	+45,21 %
Taux d'autofinancement net (EN / Dép Invest)		18,9	27,5	32,2	136,6	86,2	+46,12 %
Ratios d'investissement							
Taux d'équipement (Equipment brut / Dép Invest)		100,0	100,0	99,9	99,9	98,2	-0,46 %
Taux de subvention (Equipment brutG / Dép Invest)		12,4	37,7	65,5	37,0	16,1	+6,91 %
Taux d'emprunt (Equipment brutG / Dép Invest)		36,0	-	-	-	-	-100,00 %
Ratios d'endettement							
Dette / Recettes de gestion		15,2	14,1	15,1	15,8	12,2	-5,33 %
Taux d'amortissement de dette (Annuité / Recettes de gestion)		0,6	0,9	1,3	1,4	1,2	+16,21 %
Taux de couverture des charges de personnel (Charges de personnel / Recettes de gestion)		3,3	2,9	4,8	2,7	1,1	-24,01 %

SYNTHESE COMMENTEE

Le plan pluriannuel d'investissement 2024 – 2027 fait apparaître un montant d'environ 4,2 M€ pour le budget Principal pour 2024.

Les projets des autres budgets sont dans l'attente d'un chiffrage pluriannuel.

Les subventions liées à ces projets sont d'environ 1 M€ pour le budget Principal.

STRATEGIE :

Dans le prolongement des orientations débattues les années précédentes, et pour permettre le fonctionnement des services en place, et la réalisation des investissements, il est proposé pour la période 2024-2027, la stratégie suivante :

- Maintien de l'objectif atteint d'un taux d'épargne brute à 10 pour le budget principal,
- Délai de désendettement de 6 ans maximum pour l'ensemble des budgets consolidés,
- Des dépenses de fonctionnement raisonnées,
- Des dépenses d'investissement « arbitrées » par des recherches de financement.

En matière de fiscalité :

- Stabilité des taux de TFB, de TFNB, de THRS et de CFE,
- Ajustement annuel du produit de la taxe GEMAPI au plus juste des besoins,
- Ajustement de la TEOM au plus juste des coûts de collecte et de traitement des déchets tout en intégrant le coût des conteneurs enterrés.

En matière de solidarité aux communes :

- La DSC se stabilise encore en 2024 ; socles de 300 00 € au titre de la centralité et de 53 713 € au titre de la politique de la ville pour Apt,
- Mise en place en 2023 des fonds de concours pour les communes de moins de 1 000 habitants ; va être élargi aux communes de moins de 2 000 habitants pour 300 000 € en 2024,
- Réflexion sur la mise à disposition de notre logiciel de fiscalité et des formations inhérentes.

En matière de péréquation :

- Contribution de la CCPAL au titre du FPIC à hauteur de la répartition de droit commun sans la dépasser.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

En matière de dette :

- Passage du CRD au 31/12/24 en dessous des 10 M€,
- Réflexion sur une possibilité de rembourser en partie l'emprunt Euribor du budget assainissement.

En matière de tarification :

- Poursuite de l'évolution des tarifs de l'eau afin de permettre la réalisation des programmes d'investissements ; + 9% à compter du 1^{er} avril 2024.
- Parallèlement, - 3 % pour les redevances d'assainissement à compter du 1^{er} avril 2024.

En matière de pratique budgétaire :

- Généralisation d'une programmation financière pluriannuelle par l'intermédiaire des Autorisations de Programme / Crédits de paiement pour les projets importants,
- Poursuite du provisionnement pour les titres restant impayés, et anticipation sur une éventuelle mise en non-valeur.

En matière de ressources humaines :

- Anticiper chaque départ en retraite et continuer à examiner systématiquement toutes les demandes de remplacement liées à ces départs afin de contenir la progression de la masse salariale et s'adapter aux nouveaux besoins,
- Maintien d'une politique active d'avancement de grade et de promotion qui permet de reconnaître l'implication des agents.

Il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir en débattre.